

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 153 24 AVRIL 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,50 F

A L'ACTION POUR LE 1^{er} MAI

Depuis 1968, le 1^{er} Mai, longtemps dénaturé par le révisionnisme, a commencé à redevenir dans notre pays, la journée où la classe ouvrière rassemble ses forces vives, marquant non seulement ses revendications, mais aussi sa progression, année par année, sur le chemin de la révolution, exprime sa solidarité avec les ouvriers de tous les pays, avec les peuples en lutte contre l'impérialisme et le social impérialisme.

Il y a un an, la campagne électorale bourgeoise battait son plein. Giscard et Mitterrand s'accordaient pour prêcher aux travailleurs la nécessité de consentir des sacrifices pour faire face à la crise, chacun à sa manière : Giscard promettait de veiller au plein emploi ! et Mitterrand, au nom de l'Union de la Gauche, s'engageait à limiter la hausse des prix. Des milliers de travailleurs avaient alors manifesté avec notre Parti : Ni Giscard, ni Mitterrand. Une seule solution, la révolution !

Depuis, la bourgeoisie a accentué encore sa politique de crise. Pour préserver les profits capitalistes, elle a avec Giscard, multiplié fermetures, licenciements, chômage partiel. Elle utilise le chômage pour tenter de diviser les travailleurs, de s'opposer avec intransigeance à leurs revendications.

La renonciation à la lutte, la collaboration de classes, voilà ce que Giscard entend imposer aux travailleurs au nom de la crise. Tout en faisant miroiter une série de réformes - libérales - qui ne peuvent rien changer au fond à la situation des travailleurs.

Depuis un an, qu'est devenue l'Union de la Gauche ? Le P - S - avec Mitterrand, a posé de nouveaux jalons pour être en mesure de répondre directement, au besoin, à la politique de crise des partis au pouvoir.

Le P - C - F fait assaut de démagogie pour se donner des allures combatives et fourvoyer les tra-

vailleurs dans l'illusion qu'il suffirait de gérer autrement le capitalisme pour trouver une solution à la crise.

La réalité, c'est que la bourgeoisie française est entrée dans une période de crise durable où se conjuguent et s'approfondissent les conditions pour aboutir, à terme, à la destruction du système capitaliste pourrissant, à l'instauration dans notre pays du socialisme.

Au moment où les peuples d'Indochine marchent à la victoire, alors que les deux impérialismes les plus puissants, l'URSS et les USA, parviennent de moins en moins à s'opposer aux peuples en lutte et au mouvement historique des pays du Tiers-Monde, ce qui se développe, c'est la conscience que la bour-

Suite page 2



p 6 - 7 - 8 :

UN AN D'ACTIVITÉ
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
(marxiste-léniniste)

A L'ACTION POUR LE 1^{er} MAI

(Suite de la page 1)



géoïse française voit ses positions impérialistes dans le monde, de plus en plus fragiles, de plus en plus menacées.

Ce qui se développe, c'est un processus de bouleversement de la société française, c'est l'entrée en lutte par exemple, de paysans, d'employés, de jeunes qui perdent leurs illusions sur l'avenir que peut encore leur réserver le capitalisme et se tournent vers la classe ouvrière.

Ce qui mûrit dans les masses, à partir de luttes comme celles des postiers, des métallos de Renault, c'est un refus d'ensemble de la politique de crise de la bourgeoisie.

Ce qui prend corps, dans les luttes nombreuses, mais encore dispersées, contre le chômage multiforme, c'est la possibilité d'une unité de combat de la classe ouvrière, française et immigrée et de couches populaires, remettant en cause l'organisation même de la société capitaliste.

Faisons du 1^{er} Mai, cette année, une journée où se rassemblent, contre la politique de crise de l'impérialisme pourrissant, contre le révisionnisme, les énergies révolutionnaires à l'œuvre dans notre pays. Une journée où s'affirme la voie de la révolution prolétarienne, où se préparent déjà, avec notre Parti, les grandes batailles de classe qui s'annoncent.

OUI, LA REVOLUTION EST POSSIBLE !

EN AVANT POUR LE POUVOIR DES OUVRIERS
ET DES PAYSANS !

Le P "C" F face aux luttes aujourd'hui DEMASQUONS LE REVISIONNISME !

La dernière réunion du Comité Central du P.C.F., l'attitude des révisionnistes lors de la grève de Renault, les empoignades verbales entre Chirac et Marchais, sont autant de signes récents du « durcissement » qu'affecte le parti révisionniste depuis plusieurs mois, depuis qu'il a pris l'initiative de se quereller sur la place publique avec son « allié » le P.S. Aujourd'hui, la lutte contre le révisionnisme nécessite de prendre la mesure exacte de ce « durcissement », d'apprécier les initiatives prises par le P.C.F. dans la classe ouvrière.

CAMOUFLAGE DES PERSPECTIVES ELECTORALISTES !

Dans son discours à la dernière réunion du Comité Central, Marchais qui, il y a dix mois, parlait devant ce même Comité Central de gommer du programme du P.C.F. tout ce qui pouvait encore effrayer le petit capitaliste, ou le gaulliste en rupture avec l'UDR, le même Marchais n'hésite pas à expliquer « Union du peuple de France qu'est-ce que ça veut dire... Il faut s'arrêter sur ce point, car il existe une tendance à aborder cette question d'un point de vue trop étroitement électoraliste ». Ainsi, le P.C.F. qui, depuis des dizaines d'années, n'offre aux travailleurs comme seule perspective que la victoire électorale de « l'union de la gauche », se permet-il de critiquer les « tendances électoralistes ». De quoi s'agit-il exactement dans la bouche de Marchais. A ces conceptions électoralistes, il oppose la nécessité de « rassembler les masses populaires dans l'action, les organiser... ». En fait, il n'y a là rien de bien nouveau : sous prétexte d'opposer deux conceptions soi-disant contradictoires, « l'action des masses » à « l'électoralisme », le P.C.F. ne fait que prôner l'action des masses en attendant les élections ! Parce que, évidemment et Marchais le répète lui-même très clairement dans ses discours, il ne s'agit pas du tout de mettre en cause le fait que les travailleurs puissent prendre le pouvoir par le biais d'élections organisées et contrôlées par la bourgeoisie : « C'est le suffrage universel, direct, secret et proportionnel qui devra sanctionner le choix qu'il appartiendra à notre peuple de faire pour décider de son avenir. » Il ne s'agit pas plus de révéler aux

travailleurs quels sont les piliers de la domination de la bourgeoisie, qui fondent son pouvoir, l'armée, la police... Il ne s'agit surtout pas de leur révéler que prendre le pouvoir veut dire abattre ces piliers. Et c'est cela qui remet à sa juste place le « durcissement » du P.C.F. ! S'affirmer comme le « parti d'avant-garde de la classe ouvrière », appeler à « tout mettre en œuvre pour faire éclater les luttes », fustiger le P.S. pour « ses velléités à renouer avec son passé de collaboration de classes », utiliser la lutte de Renault pour apparaître comme en prise sur les luttes, autant de manifestations de ce « durcissement » qui ne peut pas faire illusion alors qu'en même temps tout le noyau de la théorie révisionniste de la prise du pouvoir est maintenu intact, jalousement préservé.

LES RAISONS DU « DURCISSEMENT »

Ce « durcissement » (dont le P.C.F. se défend, mais qui est bien évident, il suffit de comparer à un an d'intervalle les déclarations du P.C.F. lors des présidentielles avec celles qu'il fait aujourd'hui), c'est un ajustement tactique lié à l'impasse dans laquelle aujourd'hui les révisionnistes sont enfermés. Une double impasse en fait.

● Impasse devant le P.S.

Parce qu'il est clair que le P.C.F. est, entre autres, conduit à cette attitude du fait du poids prépondérant pris par son allié le P.S. dans l'union de la gauche : prépondérant au point qu'une rupture de cette alliance est clairement envisagée au sein du P.S. comme au sein du gouvernement pour mettre sur pied une nouvelle combinaison gouvernementale englobant les « socialistes ». Pour préserver leur place de candidat à la gestion des intérêts du capital, pour prendre les devants pour « expliquer » cette éventualité aux masses, c'est pour cela que les révisionnistes ont décidé de déclencher en septembre la querelle PS-P.C.F. Par cette querelle, le P.C.F. cherchait à la fois à rogner sur l'influence de son « allié », et à justifier à l'avance devant les masses l'éventuelle rupture qui pourrait se produire dans cette « union de la gauche », tant vantée en son temps comme la panacée universelle pour résoudre les maux des travailleurs.

● Impasse devant les masses

Mais ce qui a joué un rôle déterminant dans le tournant tactique pris par les révisionnistes cet automne, c'est le développement dans les masses d'importantes contradictions avec la ligne révisionniste. L'absence d'échéance électorale rapprochée, les appels sans fard lancés par le P.C.F. pour élargir « l'union du peuple de France » aux gaullistes, aux petits capitalistes, le contenu très limité des propositions revendicatives du programme commun, autant de difficultés rencontrées par les révisionnistes du P.C.F. pour maintenir leur influence dans les masses. Le XXI^e congrès, la querelle avec le P.S. figurent en tête des moyens imaginés pour tenter de revaloriser l'image du P.C.F. dans les masses et même dans ses rangs, puisque la contradiction entre les masses et la ligne révisionniste s'est reflétée à l'intérieur même du P.C.F.

LES REVISIONNISTES ET LES LUTTES ACTUELLES

L'accent mis aujourd'hui par les révisionnistes au développement du P.C.F. entre autres dans les entreprises ; la part importante que prend aujourd'hui le travail propre du P.C.F. par rapport au travail d'« union de la gauche », l'insistance à souligner la « participation », le « soutien » des révisionnistes aux luttes, traduisent cette volonté du P.C.F. de modifier son image dans les masses.

Cette modification de l'attitude du P.C.F. ne peut être appréciée simplement comme un durcissement verbal dont nous avons montré les limites exactes. On assiste aussi dans cette période à une certaine modification de l'intervention révisionniste sur les luttes de la classe ouvrière. L'exemple de la lutte de Renault est révélateur à cet égard : certes, il est évidemment frauduleux de se présenter comme le font les révisionnistes, comme les artisans de la « grande victoire » des Renault. Nous expliquons (cf. page 3) ce qu'il faut penser de la reprise de Renault et deux travailleurs immigrés de Billancourt interviewés ci-contre reflètent assez bien le mécontentement des ouvriers de l'île Seguin devant la manière dont toute possibilité de lutte a été brisée à Billancourt du fait de l'intervention des révisionnistes. Mais l'intervention révisionniste à Renault

PARIS

1^{er} mai à 10 heures

MANIFESTATION

à l'appel du P.C.R. (ml), Révolution, ORA, L.O.

le lieu sera précisé ultérieurement (par affiches)

LYON

mercredi 30 avril, à 20 h 30

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

- Contre l'extension du chômage
- Contre les accidents du travail
- Contre la politique de crise de la bourgeoisie
- Pour le pouvoir des ouvriers et des paysans

à la MUTUALITE

samedi 10 mai

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Face à la politique de crise
les propositions du P.C.R. (ml)

Le Mans, du fait même de l'implantation révisionniste assez développée qui existe dans cette usine, a été différente : les révisionnistes ont pu se permettre d'accompagner la lutte pendant tout son déroulement, de reprendre des revendications contradictoires avec le programme commun (sur les augmentations uniformes par exemple)... de soutenir le coulage des cadences pour finalement organiser la reprise du travail sans trop de heurts, sans une prise de conscience très importante chez les travailleurs du rôle politique que joue le P.C.F. C'est la situation particulière du Mans qui a permis cela, et les révisionnistes tentent à partir de là de populariser leur activité, non seulement à toute la Régie, mais à toute la classe ouvrière. Notons que, dans ce cas, ils évitent de populariser précisément ce qui a mobilisé les ouvriers du Mans : augmentation uniforme, coulage des cadences...

Evidemment, la situation des révisionnistes au Mans n'est pas celle qu'ils ont dans toute la classe ouvrière. Ils ne peuvent donc rééditer, sans dommage, dans beaucoup d'endroits, ce qu'ils se sont permis au Mans. Cependant, l'appel de Marchais « tout mettre en œuvre pour faire éclater les luttes » n'est pas seulement une phrase : les militants révisionnistes vont tenter dans la période qui vient de prendre appui sur les luttes qui se déroulent pour donner un contenu au durcissement de la propagande qu'ils emploient depuis l'automne. On a vu, par exemple, comment dans la région parisienne ils ont procédé lors des fermetures d'usine : accompagner la lutte des travailleurs, ne pas s'opposer de front à leur mot d'ordre « pas de licenciements », alors que dans une autre période ils auraient déjà réclamé des reclassements, greffer sur la lutte quelques initiatives avec des élus parlementaires, initiatives voulues un peu spectaculaires... (occupation de bureaux de ministre, Conseil municipal dans l'usine comme à Valstir).

DEMASQUONS LES REVISIONNISTES !

Dans ces conditions, démonter l'intervention révisionniste dans les luttes ne saurait se faire en prenant comme seul angle d'attaque la tactique qu'ils suivent dans la conduite des luttes. Dans certains endroits, ce n'est pas là-dessus

que se tracera de prime d'abord la ligne de démarcation : la grève particulière du Mans le montre. Aider les masses à saisir la nature du révisionnisme réclame :

— De révéler clairement que malgré son « durcissement », le P.C.F. n'a pas d'autres perspectives à offrir à la classe ouvrière que celle union de la gauche dont il faudrait attendre la victoire pour voir se transformer la condition des travailleurs. L'état des contradictions au sein de la « gauche », le visage pitoyable qu'offrent les meetings « communs » si longtemps réclamés par le P.C.F. ou à la tribune PS et P.C. continuent de se chamailler sur le thème de l'« union », voilà autant de signes qui permettent aux travailleurs de voir où mènent les perspectives du P.C.F.

— De montrer en quoi le mot d'ordre révisionniste « la crise n'est pas fatale », a été forgé pour convaincre les travailleurs que les solutions actuelles de la crise peuvent être trouvées indépendamment du renversement de la bourgeoisie, de l'instauration par la révolution du pouvoir des ouvriers et des paysans. Il faut dénoncer le point de vue révisionniste comme quoi les luttes des ouvriers sont progressistes... parce qu'elles seraient salutaires à l'économie. Quand les ouvriers engagent la lutte, c'est pour faire payer la crise à la bourgeoisie, c'est pour aggraver ses difficultés, aggraver sa faiblesse, et non pour résoudre les difficultés de l'économie capitaliste.

— De multiplier les initiatives pour organiser la lutte des travailleurs, comme par exemple notre Parti appelle à le faire en multipliant les Comités de lutte contre le chômage. Confrontés à ces mobilisations, les révisionnistes devront inévitablement se prononcer sur les initiatives prises, et les masses jugeront sur pièce la nature du P.C.F. la nature de ses propositions.

Aujourd'hui, où les masses face à la politique de crise de la bourgeoisie sont confrontées aux manœuvres des révisionnistes et hésitent à engager la lutte, les vrais communistes doivent les aider à prendre la mesure de l'obstacle que constituent les révisionnistes, fournir massivement toutes les explications sur le « durcissement » du P.C.F. et l'attitude qu'il a adoptée aujourd'hui dans les luttes.

Marc ANDRE.

RENAULT : les révisionnistes responsables du caractère limité du recul imposé à la bourgeoisie

Près de quinze jours après la reprise, la polémique se poursuit sur la portée du recul imposé aux OS du Mans à la bourgeoisie. Chirac parle de « grève inutile », FO de « victoire à la Pyrrhus », tandis que les révisionnistes parlent d'une « grande victoire », pour Laurent Salini dans « L'Humanité », « la différence entre les positions initiales de la Régie et les résultats de la négociation n'est pas notable, elle est considérable ». En fait, tant au Mans qu'à Billancourt, le sentiment des travailleurs est mitigé : si les travailleurs estiment « qu'ils ne se sont pas battus pour rien », l'addition n'en reste pas moins lourde.

PREMIERE BRECHE DANS LA POLITIQUE DE CRISE

— La lutte des OS a incontestablement imposé un certain recul à la bourgeoisie dans sa politique de chantage à la crise : la crise de surproduction dans l'automobile, la « faillite » de Citroën..., l'échec de la grève des PTT, n'ont pas empêché les OS du Mans, comme ceux de Billancourt, de faire leurs comptes par rapport à la hausse du coût de la vie, de rejeter l'accord salarial proposé au début de l'année, pour faire valoir leur volonté : 250 francs uniformes, refus de la division des OS (en exigeant la refonte des classifications suivant le principe « à travail égal, salaire égal »). La bourgeoisie l'a bien senti qui, par la voix de Chirac, du syndicat jaune FO et de toute la presse aux ordres, a tout fait pour essayer de faire croire que la voie de la collaboration de classes, la voie des accords salariaux était

aussi payante, et que ce qui a été obtenu par la grève l'aurait été de manière contractuelle... Vue de l'esprit, quand on sait que sur les 5 % annoncés pour le premier semestre, seulement 1,5 % a été accordé en février, la date de versement des 3,5 % restant n'étant pas précisée, ceux-ci étant destinés, pour les dirigeants de la Régie, à être versés comme miettes en cas de mouvement pendant le premier semestre. Aujourd'hui, les OS de Renault sont encore moins dupes de la politique de crise de la bourgeoisie car, après avoir dit que les 250 francs étaient utopiques, après avoir tenté de faire croire qu'elle ne pouvait lâcher que 22 F, puis 36 F, elle a lâché d'un coup 140 F, montrant par là que tout ce qu'elle disait auparavant n'était que manœuvres. Les OS de Renault sauront en tirer les leçons.

DES RESULTATS NEANMOINS LIMITES

— Mais ce qui a été obtenu a ses limites et on ne peut parler comme les révisionnistes de « victoires considérables », car une victoire aurait été l'obtention des 250 F, ce qui était possible. Les travailleurs l'ont d'ailleurs bien vu par eux-mêmes, en particulier au Mans où près d'un travailleur sur cinq a voté contre la reprise (747 non sur 3631). — L'ardoise est lourde à payer, en effet l'indemnisation des heures de grève n'est que de 35 % au Mans et les 50 % annoncés par les révisionnistes sont suspendus à la bonne volonté du gouvernement. Si le ministère du Travail a été saisi

d'une demande d'indemnisation par la Régie, celui-ci n'a pas tranché et risque plutôt de trancher dans le sens opposé, car il n'y a pas de précédent d'une telle indemnisation.

— Les 17 licenciés de Billancourt sont encore dehors.

— Si le P1A et le P1B sont fusionnés, si le coefficient 150 est supprimé, si les taux mini et les taux moyens sont supprimés et tous les OS sont montés au taux maxi de leur catégorie, rien n'est encore obtenu pour la révision des classifications et l'obtention du 160 comme coefficient minimum ; nul doute que c'est par un rapport de forces que la révision des classifications pourra être imposée.

Le sentiment mitigé qui se dégage prend ses racines dans la conscience qu'avaient les OS du Mans de leur force, de la vulnérabilité de la Régie, la conscience qu'une victoire importante aurait pu être obtenue si l'unité de toutes les usines avait été réalisée.

Les travailleurs du Mans, de Billancourt ont bien compris que les soi-disant difficultés de la Régie n'étaient que du vent, mais la conscience de la responsabilité de la non-extension du conflit est inégale.

A Billancourt, les OS ont vu nettement le rôle de briseur de grève qu'a joué le P-C-F au début du conflit en isolant les différents secteurs en lutte, comme en témoigne l'échec de toutes les mobilisations qu'ils ont tentées à la porte de l'usine, en particulier celui de leur

manifestation démagogique pour la réintégration des 17 licenciés.

Par contre, au Mans, le relatif isolement de l'usine est mis par les révisionnistes sur le dos des travailleurs immigrés, soi-disant moins enclins à faire grève, parce que « venant en France pour un court laps de temps, pour faire le plus d'argent possible », sur le dos de Billancourt « maison des courants d'air où les effectifs n'étaient pas stables empêchant toute lutte » ; alors que ce sont les OS de Billancourt, caristes et pistoletiers, qui ont été les premiers à l'origine du mouvement et que le reste de l'usine était prêt à les suivre. Ces mensonges ne duperont pas toujours les ouvriers du Mans, d'autant que la revendication des 250 F qu'ils ont posée sur la base de l'expérience des augmentations hiérarchisées est en complète contradiction avec les plates-formes confédérales et la plate-forme du programme commun. Ce point de contradiction avec la ligne révisionniste porte en germe d'autres questions et si les révisionnistes ont été contraints par tactique à ne pas s'y opposer ouvertement, c'est parce que les OS du Mans sont restés fermes sur cette revendication.

plus loin vu l'isolement du Mans ; mais qui avait construit cet isolement, sinon les révisionnistes eux-mêmes cassant la grève à Billancourt ?

Aujourd'hui, au Mans comme à Billancourt, les ouvriers doivent s'interroger sur l'avenir de leur lutte et son bilan.

— La bourgeoisie ne va pas abandonner sa politique de crise ; dès le lendemain de la reprise, Sandouville était mis au chômage technique. Les 17 licenciés ne sont pas réintégrés. Et aux négociations de juin sur les salaires, la direction risque de refuser les 5 % qu'elle avait promis, prétextant les conséquences du conflit face à la concurrence et que les 5 % du deuxième semestre ont déjà été donnés dans les 140 F obtenus par la grève. Les travailleurs de Renault restent vigilants, d'ailleurs au Mans ils se mobilisent contre toute tentative de réorganisation de l'usine.

— Les révisionnistes n'ont pas un point de vue fort différent dans la mesure où, pour eux, une des leçons du conflit est que les 250 F ne portent pas préjudice à l'économie. Au Mans, en particulier, ils voient systématiquement le caractère capitaliste de Renault entretenant l'illusion que la puissance éco-

Billancourt : ce qu'en pensent les travailleurs

Mercredi, dans un café près de la porte Zola, nous rencontrons Djelloul et Abdou, deux travailleurs immigrés, avec lesquels nous avions déjà discuté, tous deux syndiqués à la CGT. C'est le jour où le travail reprend et tout naturellement la conversation s'engage sur le résultat des négociations. — C'est difficile à dire, commence Abdou. Le vendredi soir, les négociations étaient à zéro — enfin, on disait que la direction avait lâché 30 F ou 40 F — et le lundi on nous annonçait « 140 F », donc on avait l'impression d'avoir gagné, d'avoir fait céder la direction ». — Oui mais, reprend Djelloul, on a cherché un peu à quoi correspondaient ces 140 F. Là, c'est pas tellement la victoire : d'abord, la direction a ajouté là-dedans des choses qu'elle avait déjà promises : ainsi, l'augmentation de 3,5 % qui était prévue pour d'ici à juin (pour un salaire de 2 000 F, ça fait déjà 70 F) ; il y avait aussi la prime annuelle de 125 F donnée à partir du 1^{er} mars : ça fait encore 12,5 F par mois à enlever aux 140 F... Surtout, ce qu'on a de la peine à avaler, c'est que les caristes en février et la grève du 74 avaient arraché 12 centimes qui sont maintenant comptés avec le tout ; comme ça on a l'impression d'avoir une grosse somme, mais si tu enlèves encore ces 12 centimes, c'est-à-dire à peu près 22,50 F sur le mois, il ne reste pas grand-chose des 140 F : un peu plus de 30 F.

F. R. : « Pourtant la direction de la CGT et le P-C-F pavoisent,

crient que c'est une grande victoire. Qu'est-ce que vous en pensez ? »

Djelloul : « Quand on regarde bien, je ne crois pas. D'abord, on est... des 250 F qu'on avait demandés, c'est-à-dire qu'on ne rattrape pas du tout la hausse des prix ; pour la suppression du coefficient le plus bas, ça ne touche qu'une centaine de gars ; j'ai un copain au Havre qui m'a dit qu'ils étaient déjà tous au 155. Alors, pourquoi le P-C-F dit que c'est une victoire. Pendant la grève, on ne les a guère vus dans les ateliers où il y a beaucoup d'immigrés... A mon avis, ils veulent se mettre en avant maintenant pour placer quelques cartes, faire croire qu'ils ont tout dirigé... »

F. R. : « Pourquoi les ouvriers de Billancourt n'ont-ils pas poursuivi la lutte des caristes et des pistoletiers ? »

Abdou : « On attendait que ça démarre. Mais après la grève des caristes, on était assez découragé : tout de suite, il y a eu les 17 licenciements annoncés et la direction a fait beaucoup de battage sur le chômage. Maintenant, on dit que la RG va être supprimée : donc qu'une équipe se retrouverait à la porte ; on dit aussi que, comme à Citroën, il y a 100 000 de gars qui partent, une trentaine par mois ; ils partent... parce qu'ils en ont marre de toujours changer de place, d'être embêtés exprès par les chefs, donc en fait c'est voulu par la direction. Elle sait bien qu'on est immigrés... »

« Il y a autre chose, reprend son camarade, la direction du syndicat, ce n'est pas elle qui peut nous défendre, tous les gars s'en rendent compte, le disent ; ainsi, après la grève de 74, où on s'est couchés sur les chaînes, on a demandé la suppression des catégories et le 170 maxi : pour les OS, on a plus entendu parler ; c'était seulement les grands délégués, les permanents qui parlaient dans les meetings ; quand ils ont vu ça, les gars ont été dégoûtés, ils ont dit : « Ce n'est pas notre grève, on ne veut pas leur servir de masse de manœuvres » ; c'est pour ça qu'après il n'y avait presque personne pour les meetings et les grèves de 1 h ou 2. »

F. R. : « Vous pensez donc qu'il faut reprendre en main les syndicats pour qu'ils soient vraiment les organisations de lutte des travailleurs ? »

C'est Djelloul qui répond : « Une chose est sûre : énormément de gars critiquent l'attitude des délégués, surtout de la CGT, mais ils disent aussi que si on veut valablement discuter avec la direction, il faut être fort, dans toute l'usine, il faut savoir ce qui se passe dans toute l'usine pour répondre aux bruits qui courent, pour coordonner la lutte sur toute l'usine. Comment reprendre le syndicat, comment c'est possible. C'est les questions qu'on se pose. »

(Recueilli par Annie COSSIN.)



Les travailleurs du Mans après le vote de la reprise. La lutte n'est pas terminée.

LA RESPONSABILITE DES REVISIONNISTES

La polémique Chirac-Marchais qui se développe à l'occasion de Renault ne doit pas faire illusion, pour l'un la grève était inutile, pour l'autre la victoire est considérable, mais pour les travailleurs le rapport de forces et les nécessités mêmes de la lutte contre l'inflation exigeaient beaucoup plus : la satisfaction des revendications posées.

— Qui n'étaient pas un luxe ou utopiques, comme l'ont déclaré la direction de la Régie et les révisionnistes au début du conflit, et les contradictions entre la CGT du Mans et la CGT centrale de Renault en ont été les signes.

— Qu'il n'était pas irréaliste d'obtenir vu la combativité dans toutes les usines, contrairement à ce que sous-entend Salini dans « L'Humanité » en disant que « l'attaque contre Renault était d'une violence exceptionnelle » et qu'on ne pouvait aller plus loin...

Certes, au moment où l'accord a été signé, il était difficile d'aller

nomique de ce trust, pourvu qu'il soit géré correctement, le met à l'abri de toute difficulté, c'est dans ce sens que pour eux la crise n'est pas fatale. Leur point de vue bourgeois est démenti par la réalité elle-même : Volkswagen, premier en Europe il y a deux ans à la place de Renault, licencie 25 000 travailleurs. Les travailleurs de Renault partis en lutte, conscients de la situation relativement florissante du trust risquent, demain, si les stocks s'accroissent et que « la conjoncture » est moins favorable de se voir entraîner à réduire leurs revendications sous prétexte que Renault est en crise et qu'il faut éviter son retour au privé, s'ils ne rejettent pas l'influence révisionniste.

La « prospérité » de Renault est fragile, les travailleurs de Renault refuseront d'entrer dans la logique de crise, qu'elle soit gouvernementale ou révisionniste, ils sauront imposer leurs revendications et préparer le renversement de cette société fondée sur la concurrence et l'exploitation.

Y. CHEVET.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

abonnez vous

FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif

CONTRE L'EXTENSION DU CHOMAGE, CRÉONS DES COMITÉS DE LUTTE

Devant la montée du chômage en France, conséquence de la politique de crise de la bourgeoisie, les luttes ouvrières, quoique nombreuses, sont encore trop partielles, trop limitées. Il y a à cela plusieurs raisons :

— C'est d'abord le fait que tous les travailleurs ne sont pas touchés de la même manière par le chômage, que celui-ci prend dans la réalité des visages différents : chômage total, partiel, travail intérimaire, etc. Il est clair que la bourgeoisie, en opposant les ouvriers entre eux, exploite à fond les différences de situation pour prévenir tout mouvement d'ensemble de la classe ouvrière contre le chômage. — C'est ensuite l'aide que fournissent les partis de gauche à la bourgeoisie pour contenir les luttes qui s'engagent. Derrière les opérations spectaculaires, les meetings communs sur l'emploi (qui ne sont souvent que l'occasion pour les révisionnistes de se dévouer à bon compte sur leurs rivaux socialistes), derrière les pétitions et délégations aux ministères, les interventions des députés, quelles perspectives larges d'organisation effective pour la lutte apportent-ils aux travailleurs ? Aucune. Là où ils n'ont pas d'influence, les révisionnistes dénigrent la lutte, comme à Piron. Là où ils ne sont pas encore démasqués, ils maintiennent les luttes dans l'isolement le plus complet, mènent les travailleurs à la bataille en ordre dispersé (Renault), pour souvent les acculer au découragement et à l'échec (Valstar, Mazarine).

Le comité de lutte de Roubaix à l'action contre le chômage

A Roubaix, depuis plusieurs mois, les syndicalistes révolutionnaires développent un travail de soutien aux luttes ouvrières et militent notamment dans la Commission emploi de l'Union locale CFDT. Face à la montée importante du chômage, la Commission emploi a décidé d'organiser les chômeurs tout d'abord dans un comité de chômeurs. La lutte pour l'application de nos droits de chômeurs s'engage. Mais très vite nous nous apercevons des limites de notre travail et de la nécessité de lutter directement à la source des licenciements. La Commission emploi devient un comité de lutte contre le chômage. Dans notre plate-forme, nous indiquons que nous luttons pour l'application de tous les droits des chômeurs et pour les revendications immédiates nécessaires à la vie quotidienne du travailleur et de sa famille, privé du droit au travail. Notre comité lutte pour le droit au travail, pour le maintien des effectifs, contre les licenciements des usines, en liaison étroite avec les sections syndicales d'usines pour briser l'isolement des chômeurs.

Actuellement, le travail de notre comité se développe dans plusieurs commissions : — la Commission pour l'application de tous les droits ; elle aide à la constitution des dossiers (Assedic, ANPE) et propose les actions à faire à l'agence pour l'emploi ; — la Commission de liaison avec les travailleurs des usines et leurs sections syndicales ; par exemple : réunion du comité et de deux sections syndicales qui luttent pour l'embauche des intérimaires et contre le chômage partiel, les cadences. — Avec les chômeurs et leur famille, une enquête sur leurs besoins par rapport au droit à la vie quotidienne

permet d'avancer la plate-forme et des axes de travail : — Santé : visite médicale gratuite pour le chômeur et sa famille (invitation aux médecins progressistes) ; médicaments gratuits. — LOGEMENT : ne payer que 10 % des ressources ; (chômeur ou non) ; lutte contre les expulsions. — GAZ-ELECTRICITE : lutte contre les coupures ; traites remboursées par la municipalité. — NOURRITURE : vente sauvage avec des paysans-travailleurs.

Ces deux initiatives (élargissement de la commission emploi de la CFDT et impulsion d'un comité de lutte contre le chômage) se rejoignent. Aujourd'hui, il est possible de rassembler les forces et de créer un comité de lutte contre le chômage sur toute la ville.

— Rejoignez les comités de lutte contre le chômage ! ROUBAIX

Pour être efficaces, nous devons lutter contre les causes du chômage. Déjà, après une intervention ré-

La riposte des travailleurs de Clarel au chômage partiel

Dès la fin de l'année 1974, le patron nous impose le chômage partiel : d'abord une semaine aux fêtes de fin d'année, puis tous les vendredis de chaque semaine, plus le dernier jeudi du mois (5 jours dans le mois de janvier). En février et mars, deux fois quinze jours chômés. Au total, la direction patronale nous impose une baisse de salaire de 150 à 500 F selon les périodes chômées.

D'autre part, nous ne sommes pas contents de nous voir subir la ceinture, notre patron nous fait subir une augmentation des charges de travail et des cadences plus grandes. Sur les équipes de travail, la production augmente de plus de 25 %. Ce sont aussi les changements continus de place et de travail.

Dans l'usine, nos conditions de travail s'aggravent, et dans notre vie de tous les jours, on ne peut pas s'acheter tout ce dont on a besoin. Quant au patron, il réalise un profit plus grand à la sueur de notre front. Que pensent les ouvriers de la situation dans l'usine ? Au début de l'année, nous entendons souvent dire à propos des cinq premiers jours chômés : — Tant mieux, on pourra se reposer de notre boulot abrutissant. — Un ouvrier : — Oui, d'accord, mais l'argent qu'on perd, les 150 F qui va nous les donner. Je veux bien faire 32 heures par semaine, mais payées 40 heures !

Un autre ouvrier : — Hier, ils nous disent que c'est la faute de la grève des postiers s'il n'y a plus de commandes, aujourd'hui, comme ils disent si bien, c'est la faute de la conjoncture économique ! — Un gars : — Ce qu'il faut, c'est lutter contre le chômage, exiger nos 150 F, on n'est quand même pas responsables de cette situation ! — Notre section syndicale C.F.D.T. engage la bataille contre le chô-

mage partiel, contre l'augmentation des charges de travail, pour la baisse des cadences, contre les accidents du travail (les camarades sont allés en délégation au Tribunal Populaire de Liévin), contre les licenciements que l'on nous chuchote à l'oreille. Il ne faut surtout pas dire que Clarel va licencier car ça pourrait faire peur aux clients nous dit la maîtrise. La section C.F.D.T. montre l'importance de faire baisser les cadences, de refuser de remplacer un copain dans son travail, de changer de travail, etc., d'exiger le paiement total des heures chômées.

Le 5 mars, le C.E. nous annonce une nouvelle période de chômage et une première série de 10 licenciements. Aussitôt, un tract syndical est rédigé ; il appelle les travailleurs à lutter pour nos revendications et à débrayer une demi-heure en fin et début de poste, à prendre des décisions pour l'assemblée générale. Mais la direction envoie sur chaque chaîne un de ses larbins de la maîtrise et notre action ne peut être menée à bien.

A partir de ce moment, nous décidons de faire un travail plus important d'explications sur les causes du chômage, la nécessité de renverser cette poignée d'exploiteurs capitalistes et de bâtir la société des travailleurs, la société socialiste. Dans le même temps, notre travail dans la commission « emploi » de l'union locale C.F.D.T. s'oriente vers la création d'un comité de lutte contre le chômage pour soutenir la lutte de Clarel. Dans l'usine, le patron licencie 10 travailleurs et frappe directement le groupe de syndicalistes qui animait le travail de la section. Il est clair aujourd'hui que les patrons vont tenter, pour perpétuer leurs mauvais coups, de décapiter les organisations des travailleurs.

Le travail du comité de lutte contre le chômage s'engage en liaison avec les camarades de notre usine pour lutter contre les plans des patrons, contre les licenciements prochains et pour la réintégration des 10 ouvriers déjà frappés.

TRAVAILLEURS ACTIFS, CHÔMEURS, TOUS UNIS ! A BAS LES LICENCIEMENTS ! POUR LA REEMBAUCHE DES CAMARADES LICENCIÉS ! (Corres. Clarel.)

— la reconnaissance des droits syndicaux. — Des tentatives de production ont déjà eu lieu et nous avons pu voir le prototype de « barbecue » fabriqué par un groupe d'ouvriers mardi 15 avril.

Les révisionnistes du P.C.F. reprennent à leur compte les victoires obtenues par l'action des travailleurs en déclarant notamment dans leur quotidien « La Marseillaise » du mercredi 16 avril : — Grâce à leur action unie et résolue, grâce à l'aide du Comité de soutien dans lequel socialistes et communistes jouent un rôle déterminant, les salaires du mois de mars ont été payés au personnel. — Les travailleurs de la Solamea apprécieront le rôle déterminant de ces personnalités qui brillent par leur absence dans le soutien et qui n'ont qu'un seul but : maintenir leur image de marque jusqu'aux prochaines élections.

CONTRE LES LICENCIEMENTS LA LUTTE CONTINUE ! (Correspondant, le 17-4-75.)

— la suppression de tout licenciement. — l'amélioration des conditions de travail et de salaire.



— la suppression de tout licenciement. — l'amélioration des conditions de travail et de salaire.

— la suppression de tout licenciement. — l'amélioration des conditions de travail et de salaire.

— la suppression de tout licenciement. — l'amélioration des conditions de travail et de salaire.

— la suppression de tout licenciement. — l'amélioration des conditions de travail et de salaire.



GARNIER PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

Le lundi 7 avril, quand les pouvoirs publics ont envoyé les lettres de licenciement à 250 travailleurs de Garnier, ils ne s'attendaient certainement pas à trouver en face d'eux 5 000 travailleurs de Redon résolus à ne pas accepter le « plan » de chômage de la « acquireur » Akesson.

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

aux côtes des ouvriers de Garnier,

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

tin, ils sont plus de 300 à participer à l'AG quotidienne.

leudi 10 : « Rencontre » à Rennes entre le Préfet, Akesson et les représentants syndicaux. Une nouvelle fois, Akesson s'en tient à ses « propositions » : 250 gars dehors. En riposte et dans le but de donner à leur lutte un écho de plus en plus large, les Garnier mettent sur pied immédiatement une opération « portes ouvertes » pour le week-end qui suit.

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

contre les licenciements : Grève avec occupation à la Solamea

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

L'USINE DE CLAREL

- Filiale de Westinghouse (USA) à 32 %
- Produit du matériel électrique pour l'éclairage (ballasts, réglettes).
- 186 ouvriers, dont 160 femmes, toutes OS à la production (moitié portugaise, moitié française).
- Fin décembre, l'appareil de production est modernisé, une nouvelle chaîne de montage est installée, ainsi que de nouvelles machines.

CIP - ex bailleul : malgré les menaces et les pressions les ouvriers poursuivent leur lutte avec détermination

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

les paysans à l'action contre le chômage

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des auxiliaires ! — Non au chômage partiel !

— Haïte au chômage ! A la bourgeoisie de payer sa crise ! — Non aux licenciements ! — Le semaine de 40 h immédiatement sans diminution de salaire ! — Baisse des cadences ! Suppression du salaire au rendement ! — Embauche immédiate, définitive et sans condition des travailleurs sous contrat à durée limitée, des intérimaires et des aux

André Roustan

président du PCR (ml) nous déclare :

Comment apprécier un an après ce qu'a signifié la création du Parti Communiste Révolutionnaire ?

Pour moi c'est inséparable de tout un processus que j'ai vécu. Après la mort de Staline, les militants communistes, comme moi, qui s'étaient opposés ou s'opposaient au révisionnisme se sont retrouvés pour la plupart, bientôt exclus du P.C.F. Mais dispersés, isolés. Ce fut la période la plus difficile. La lutte des camarades chinois et albanais contre le révisionnisme, dès qu'elle fut connue, nous aida considérablement à y voir clair, à nous organiser. Mais à partir du moment où s'est imposé à nous la nécessité d'engager la construction du Parti marxiste-léniniste en France, le poids de l'héritage révisionniste en France a pendant toute une période, entravé le développement des forces marxistes-léninistes, l'opportunisme a constitué un grave danger dans nos rangs.

La création du Parti Communiste Révolutionnaire se situe à la fois au moment où une victoire décisive a déjà pu être remportée sur l'opportunisme et où dans les masses, d'une façon ou d'une autre commence à se poser la question du parti, de sa nécessité. Je crois que cela s'est nettement senti, lors du rassemblement communiste du 3 novembre dernier, à Paris, où des milliers de gens sont venus, parce qu'il s'agissait de débattre des luttes, des problèmes de notre révolution, mais à chaque fois en traçant la perspective de l'édification du Parti Communiste.

Quels sont les principaux acquis du Parti cette année ?

C'est, d'abord, bien sûr, son développement rapide. Ce qui a prouvé que le Parti répond effectivement à un besoin dans les masses. Mais ce n'est pas là le seul aspect de son développement : cette année, le Parti a considérablement consolidé et multiplié ses cellules au cœur de nombreuses entreprises. C'est très important. Et souvent c'est en intervenant dans les luttes, que le Parti s'est constitué dans des entreprises où il n'était pas encore présent.

Comment envisager le développement du Parti dans la période à venir ?

Il faut voir, je crois, ce qui conditionne son développement. Le Parti s'inspire de ce qu'il y a eu de meilleur chez les communistes qui ont milité au PCF avant qu'il ne sombre dans le révisionnisme : leur dévouement à la classe ouvrière, leur idéal communiste, leur esprit de Parti. Mais par rapport à ce que j'ai connu, ce qui est nouveau, décisif — inséparable de la période nouvelle que nous vivons — c'est la capacité du Parti que nous édifions, à rapporter toute son activité à l'objectif de la révolution prolétarienne, c'est l'effort de l'ensemble du Parti pour développer la théorie de notre révolution, sa capacité à s'appuyer sur les idées justes des masses, à les transformer en une force pour faire avancer le mouvement.

C'est à partir de là que le Parti peut et doit nécessairement se développer rapidement. Si « Front Rouge » devient quotidien en septembre, c'est que désormais la question de l'édification du Parti se pose à une large échelle de masse.

La maturation des aspirations révolutionnaires dans notre pays est sensible. Chez les jeunes, mais aussi chez les moins jeunes qui ont accumulé l'expérience d'années de trahison et d'impasses révisionnistes et qui en tirent le bilan. C'est avec ces travailleurs que notre Parti s'édifie et s'édifiera nécessairement. C'est leur Parti. Il faut qu'ils nous rejoignent.

UN AN D'ACTIVITÉ DU

MARS 74 Congrès constitutif du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)



en France, en mars 1974, les communistes marxistes-léninistes et front rouges se sont réunis en congrès constitutif.



Le Congrès constitutif réunit des dizaines de délégués de leurs groupes d'entreprises ou de villes, de toute la France. La classe ouvrière y est de loin la plus fortement représentée, avec des militants qui étaient au premier rang dans les luttes les plus dures des mois précédents (Lip, Savlem, Brandt, Fos, Usinor...), dont un camarade de Lip vivement applaudi. Parmi les ouvriers, des jeunes et d'autres travaillant en usine depuis 30 ou 40 ans, telle cette ouvrière du textile du Nord, âgée de 50 ans, à l'usine dès 13 ans, ancienne militante du PCF, ou ces anciens FTP, de la même génération. A l'image de la place qu'ils ont dans la direction et l'élaboration de la ligne du Parti, les ouvriers sont intervenus largement, aussi bien sur le rapport politique que sur leur expérience particulière.

Au centre des débats : les préoccupations des masses populaires, la dégradation de la situation des travailleurs, imposée par le capitalisme monopoliste d'Etat, non seulement sur le lieu de travail, mais dans tous les aspects de la vie ; l'oppression spécifique des femmes, les manifestations de l'idéologie bourgeoise dans les mœurs, la culture, etc. En soulignant la contradiction de plus en plus importante entre les luttes ouvrières dans la période récente et les propositions des révisionnistes, les délégués présents ont affirmé combien ils ont ressenti, au cœur de ces luttes, la nécessité de créer et édifier le parti communiste nouveau pour la révolution en France. Car cela correspond à la force nouvelle des aspirations révolutionnaires des masses dans notre pays.

Les travaux ont été marqués par la participation active des délégués, l'importance de leur contribution, grâce au fonctionnement démocratique du Congrès. Un fonctionnement démocratique largement aidé par la préparation minutieuse du Congrès par les marxistes-léninistes de Front Rouge qui avaient l'expérience de plusieurs années de travail communiste dans les masses.

Après avoir adopté le programme et les statuts, le Congrès a élu le Comité Central. Marque de confiance, d'estime et d'unité : c'est par acclamation qu'André Roustan et Max Cluzot sont élus respectivement président et secrétaire politique du Parti.

AVRIL-MAI La bataille contre l'électoratisme dans la campagne présidentielle

Après la mort de Pompidou, la bourgeoisie organise la campagne présidentielle ; avec l'aide des partis de « gauche », elle fait le forcing pour détourner l'attention des travailleurs sur les élections et mettre sous le boisseau les revendications et les luttes.

Malgré les obstacles mis par la bourgeoisie notre Parti a développé une grande campagne communiste, appelant à voter au premier tour pour André Roustan, ouvrier maçon, ancien FTP, déporté à Buchenwald, exclu du P.C.F. et militant depuis 40 ans pour la cause révolutionnaire du prolétariat.

La campagne d'André Roustan c'est une campagne pour dénoncer les élections comme une impasse pour les travailleurs, en expliquant que seule la révolution par la force des armes permettra à la classe ouvrière de liquider la dictature de la bourgeoisie. Au second tour, notre Parti appelle à l'abstention révolutionnaire.

« Ni Giscard, ni Chaban, ni Mitterrand, une seule solution la révolution ! » C'est le thème de la campagne communiste qui dénonce le programme du candidat commun de la « gauche » au service du capitalisme comme les deux autres.

Le 1^{er} Mai, à l'appel de notre Parti, plusieurs milliers de personnes manifestent en reprenant ce mot d'ordre. Les partis de « gauche » et les confédérations CGT et CFDT, soucieux, eux, de faire régner la « paix sociale », avaient annulé leur manifestation. Quant aux trotskistes, ils appelaient à voter Mitterrand au second tour.

Les prises de parole sur les marchés, à la porte des entreprises, les réunions que nous avons organisées pour faire le bilan des présidentielles, demander des comptes aux partis « de gauche », marchands d'illusions (« le changement viendra grâce aux élections prochaines ! ») ont reçu un bon accueil, même auprès des travailleurs ayant voté pour Mitterrand, et qui attendaient peu



André Roustan, président du PCR (ml).

de changements de son élection à la présidence. Une nouvelle période s'ouvre : face aux partis du « programme commun » qui n'ont qu'à proposer « patience jusqu'aux prochaines élections ! », se préparent de grands affrontements de classe.

DES MILITANTS DU P.C.F. NOUS REJOIGNENT...

Au lendemain des présidentielles, le P.C.F. n'a d'autres perspectives à offrir

que les « prochaines élections » et l'union avec les gaullistes. Notre Parti lance une campagne auprès des adhérents du P.C.F. : « Travailleurs du P.C.F., travailleurs influencés par lui..., rejetez ce Parti qui refuse de préparer les masses à la révolution... Nombre d'entre vous ont déjà dénoncé la politique suivie par le P.C.F. dans leur organisation, certains discutent avec nos camarades. Suivez l'exemple de ces membres du P.C.F. de Port Saint-Louis du Rhône (près de Fos) qui se sont organisés avec le PCR (ml), rejetant après la campagne électorale, la politique de Marchais... »

Ainsi, dans l'année, des militants du P.C.F. ont rejoint notre Parti : à Port Saint-Louis, chez les mineurs de l'Est, à Faulquemont..., d'autres discutent avec nous et se rapprochent du Parti ; à Liévin, des militants du P.C.F. ont participé à la mobilisation pour le Tribunal Populaire, achetant des vignettes, diffusant des tracts ; des cellules du P.C.F. du bassin minier nous ont invités à aller à leur réunion. Au Tribunal Populaire, une militante du P.C.F. a pris la parole : « Il n'est pas juste de ne rien faire, je vous soutiens... »

JUILLET-AOÛT Les luttes paysannes

JUILLET 74 : les paysans petits producteurs de fruits, producteurs de légumes, éleveurs de porcs, petits producteurs de lait ou de viande de bœuf déclenchent des luttes à travers toute la France contre la chute spectaculaire des cours à la production qui se conjugue avec une hausse accélérée des charges subies par les paysans. Lors des meetings locaux, des barrages de route, des ventes directes aux consommateurs, les paysans recherchent la discussion et l'unité avec



les travailleurs des villes. Ils rejettent l'unité séculaire du « monde paysan » avec les gros agrariens.

Sur cette base le Parti a organisé une vaste campagne d'informations, notamment en diffusant largement un numéro spécial de « Front Rouge » pour faire connaître la vérité sur les difficultés des paysans, expliquer l'unité d'intérêt de l'ouvrier et du paysan dont l'alliance est nécessaire pour faire la révolution dans notre pays.

AU LARZAC

Le Parti soutient la lutte des paysans contre l'expropriation.

Il était largement présent cette année au Larzac, où il a constitué pour beaucoup de travailleurs, de jeunes présents, à la recherche d'une réponse révolutionnaire, un pôle d'attraction... Notre Parti a soutenu la manifestation spontanée de milliers de jeunes anti-impérialistes, contre Mitterrand, vieil ennemi de l'indépendance des peuples, venu faire une opération de récupération au profit de « l'union de la gauche » et du PS. De nombreux contacts ont été pris par le Parti au cours de ce rassemblement.

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)

OCTOBRE-NOVEMBRE 74 Le parti se renforce dans la lutte des postiers et des hospitaliers

La grève nationale des postiers durant six mois est la première offensive de masse contre la politique de crise de la bourgeoisie, qui fait le chantage : « puisque c'est la crise, vous devez vous serrer la ceinture ! » Le 19 novembre avec les postiers et d'autres travailleurs, ce sont les plus importantes manifestations depuis 1968 ; à Paris, ils sont 400 000 dans la rue.

Le PCR soutient les revendications des postiers : 1 700 F minimum, 200 F pour tous. C'est une bataille politique qui est engagée : le maintien des revendications, outre la conquête d'avantages immédiats qu'il représente, signifie entrer en contradiction avec la politique d'ensemble de la bourgeoisie. Ceux-ci, soucieux des difficultés de l'impérialisme français, essaient à la tête de la CGT de limiter, d'abandonner en les déformant, les revendications des postiers. Contre les « oublis » des révisionnistes, le PCR intervient sans cesse pour rappeler et populariser les revendications initiales : par les tracts, les bulletins des postiers du Parti (« Postier Marxiste Léniniste ») élaborés par les cercles postiers du Parti et diffusés largement aux centres de tri, aux bureaux de postes, dans les manifestations. Le 3 novembre, plusieurs milliers de personnes manifestent à notre appel, de la Bastille au mur des fédérés : au cours de la manifestation, les mots d'ordre des postiers sont repris de nombreuses fois. Le PCR soutient les rencontres entre postiers et les autres travailleurs en lutte, il prend des initiatives en ce sens : délégations, collectes communes de postiers et d'hospitaliers sur certains marchés... Au côté des postiers, le Parti lutte contre les campagnes de presse de la bourgeoisie, déclenchées pour dénigrer

NOVEMBRE 74 : Rassemblement communiste à la Mutualité



Plus de 7 000 personnes y participent. Grâce aux nombreux forums organisés dans les cinq salles de la Mutualité, les participants n'ont pas seulement écouté les propositions du Parti, ils ont pu aussi débattre de ces propositions et les enrichir par leurs expériences (vétérans de la résistance anti-nazie, syndicalistes, postiers, ouvriers en lutte...). De nombreux participants regrettent de ne pouvoir participer aux différents forums qui se tiennent simultanément, d'autres regrettent que certains débats ne durent pas plus longtemps : les thèmes abordés et la forme des débats répondent à leurs préoccupations. La forme nouvelle du rassemblement s'appuie sur l'initiative révolutionnaire des masses, elle est une manifestation concrète du Parti de type nouveau que nous voulons construire, elle correspond à la volonté grandissante des travailleurs de prendre leurs affaires en main.

« Camarades... c'est votre enthousiasme, votre expérience qui aideront le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste léniniste) à devenir ce qu'il doit être. » Cet appel concluait l'intervention de Max Cluzot, Secrétaire Politique du Parti, sur la crise politique de l'impérialisme français, une intervention écoutée avec la plus grande attention et longuement applaudie par une Mutualité archicomble.

EN DÉCEMBRE : SE TIENNENT LES PREMIÈRES RÉUNIONS DES CERCLES « QUE FAIRE » à Paris, Lyon, Rennes... sur la lancée des forums du 3 novembre. Leur but : faire connaître largement la ligne de notre Parti, en débattre régulièrement avec les travailleurs, contribuer ainsi à l'édification du Parti, au renforcement de ses liens avec les masses.

Cette initiative s'est poursuivie : des centaines de travailleurs sont venus débattre, questionner, apporter leurs contributions aux propositions du Parti. Pour associer encore plus étroitement au débat les travailleurs, les Cercles « Que Faire » vont se multiplier (exemple : par quartiers à Paris).

DÉCEMBRE : Giscard aux Antilles indépendance pour les colonies

En décembre, Giscard rencontre Ford en Guadeloupe et en Martinique. Le PCR (ml) organise une campagne, tient des meetings pour soutenir les manifestations des peuples martiniquais et guadeloupéens pour l'indépendance, et exiger l'indépendance de toutes les colonies françaises.

DÉCEMBRE : Brejnev à la porte

De nombreux meetings sont organisés par le PCR contre la venue en France de Brejnev, numéro 1 du social-impérialisme. A Caen, Lyon, Paris, Orléans, Marseille, les interventions, débats et projections de films rappellent les enseignements de la révolution russe d'Octobre 17, la restauration du socialisme en URSS et la construction du capitalisme en Chine et en Albanie. L'hégémonie et la rivalité des deux super-puissances sont dénoncées.

Vivent les victoires des peuples d'Indochine ! Palestine vaincra !

Dans les quartiers, les lycées, à l'Université, dans les foyers de travailleurs immigrés, les FIT, une suite de réunions-débats publiques, avec projection de films, de montages diapos, d'expos photos... organisés par le Parti pour soutenir la lutte des peuples du monde : Palestine, Vietnam, Tchad, Chili... Une série de meetings, 44, rue de Rennes, à l'appel de notre Parti, des CIP, du FRAP, de l'Union des Etudiants Irianiens en France.

Une série de meetings-débats à Paris, dans les quartiers, dans les facultés, à la Cité Internationale. Meetings en province. A l'appel du Parti et des Comités Indochine-Palestine, une manifestation, à l'appel de notre Parti et d'autres organisations, le 15 avril, a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Nos mots d'ordre scandés tout le

La bataille pour le tribunal populaire de Liévin

27 DÉCEMBRE 1974 : 42 mineurs sont tués par un coup de grisou à la fosse 3 de Lens. Le jour de l'enterrement, notre Parti intervient. Une affiche dénonce la venue de Chirac, opération démagogique. Un « Front Rouge » spécial dénonce la responsabilité des Houillères, la logique du profit, le salaire au rendement.

Une Commission Populaire d'Enquête est aussitôt mise en place à l'initiative du PCR (ml). Durant trois mois, par leurs témoignages, les mineurs vont préparer dans cette commission le réquisitoire contre les Houillères, qui sera prononcé au Tribunal Populaire du 22 mars. Pour démonter point par point l'argumentation de la bourgeoisie sur la fatalité, la Commission Populaire a réuni des centaines de témoignages. Sous



l'impulsion du Parti, les mineurs ont réuni les éléments nécessaires pour faire triompher le point de vue juste sur « l'accident ». La lutte ainsi engagée avec la participation active des masses, a fait reculer le scepticisme, le découragement, imposés dans les mines par la bourgeoisie, et l'inaction des révisionnistes à la tête de la CGT, largement majoritaire dans le bassin minier.

long du parcours : « la guerre du peuple est invincible », « Giscard doit s'incliner, reconaissance du GRP », « l'impérialisme US hors d'Indochine », « A bas les 2 super-puissances »...



Vers l'organisation de jeunesse du parti

Dans le développement de la lutte révolutionnaire, la jeunesse révolutionnaire a un rôle important à jouer.

Depuis un an, des dizaines de « cercles jeunesse », regroupant principalement des jeunes ouvriers des CET se sont constitués autour du Parti, « Jeune Garde » mensuel pour la jeunesse révolutionnaire, a commencé à paraître. Plusieurs stages, regroupant chaque fois de cinquante à cent responsables de ces cercles, se sont tenus pour discuter du développement d'une véritable jeunesse communiste.

Le sérieux, la réflexion et l'enthousiasme des camarades des cercles permettent d'envisager dans un délai rapproché la fondation de l'organisation de jeunesse.

En expliquant « ce n'est pas la mine qui est périmée, c'est le capitalisme », le Parti a su lier concrètement la perspective du socialisme à la situation immédiate des mineurs, faisant reculer ainsi la démobilité entraînée par la récession des Houillères.

22 MARS. 2 500 travailleurs avec des délégations venues en cars de toute la France, participent au Tribunal Populaire. Les comités de soutien impulsés par notre Parti, ont mobilisé et préparé des dossiers sur les accidents du travail et les maladies professionnelles pour accuser le capitalisme et montrer que les mineurs ne sont pas un cas isolé.

Des mineurs, des travailleurs, des syndicalistes de dizaines d'usines, des travailleurs handicapés, des médecins, des ingé-

nieurs qui se mettent au service de la classe ouvrière ont témoigné. Avec le Tribunal Populaire tenu à l'initiative du Parti, les travailleurs ont montré leur volonté de se rassembler en une force unifiée pour abattre l'oppression capitaliste. A LIÉVIN : aujourd'hui, la Commission Populaire continue à réunir les mineurs pour organiser la lutte, et le Parti s'édifie.

UNE CELLULE OUVRIÈRE DU PARTI : BRANDT A LYON

Aujourd'hui, Hervé n'a pas pris l'un des cars qui raccompagnent les ouvriers de Brandt aux quatre coins de la région lyonnaise. Il m'attendait pour me conduire à sa réunion de cellule. Alors que nous sommes déjà assez éloignés du portail de l'usine, nous passons devant des affiches du Parti sur le Vietnam et le Cambodge. « Elles ont été collées ce matin. Mais plus près de l'usine elles sont systématiquement arrachées par les gardes avant que les ouvriers soient arrivés. » La cellule se réunit après la sortie du travail. « C'est plus pratique. Ensuite, nous mangeons ensemble et il faut raccompagner les copains qui sont à pied et qui habitent loin. » Et il ne faut pas se coucher tard pour tenir le coup, car le travail et les cadences sont durs.

La discussion, qui s'ouvre sur la situation en Indochine, révèle l'enthousiasme que soulèvent, chez les membres de la cellule, les victoires décisives que remportent, contre l'impérialisme, le peuple cambodgien et le peuple vietnamien. Didier souligne la nécessité, pour tous les camarades, de combattre autour d'eux toutes les idées anti-communistes et de dénigrement diffusées par la télé et la presse bourgeoise. « C'est important aussi, ajoute Hervé, de bien montrer comment ces victoires, toutes les luttes que mènent les pays du Tiers Monde, affaiblissent l'ensemble du système impérialiste et contribuent au développement de notre propre révolution. » Plusieurs gars de mon atelier veulent aller au meeting du Parti; on ira d'abord manger en

semble, on pourra discuter plus longtemps qu'à l'usine. »

Puis la cellule examine les mesures à prendre pour développer sa campagne sur le chômage. Déjà, par le passé, la cellule a impulsé la lutte pour l'embauche des intérimaires et des travailleurs que Brandt prenait sous contrat limité d'un an ou de six mois. Elle a dû, à plusieurs reprises, s'opposer aux menaces et aux pressions exercées par la direction qui essayait d'inciter plusieurs ouvriers à prendre leur compte. « Par ces différents moyens, rappelle Thierry, la direction arrivait à renouveler 40 % des ouvriers en un an. Ça ne facilite pas le travail d'organisation et l'acquisition d'expérience sur l'usine. A Brandt, traditionnellement, les gars avaient toujours un œil sur les petites annonces du « Progrès », et pouvaient trouver du travail ailleurs. Aujourd'hui, avec le chômage ce n'est plus possible. » Et la chose s'est aggravée, fait remarquer André; il y a eu la baisse de la production, mais il y a beaucoup moins d'ouvriers (200 licenciements plus ou moins déguisés en trois mois, intérimaires, contrats, pré-retraite), les cadences augmentent et le salaire est amputé par le chômage partiel. Ahmed intervient: « Dans mon atelier, il y a des gars qui se demandent si c'est utile de faire grève puisqu'il y a baisse de la production. » Pour cela, propose Julien, il faut largement populariser les luttes qui se mènent aujourd'hui contre les fermetures d'usines et on va impulser la lutte contre les deux jours de

chômage partiel et leur paiement à 100 %. » Il faut se battre pour faire baisser les cadences, ajoute Said, c'est possible. Le prochain numéro de « Le Communiste », le bulletin de la cellule, s'intégrera à cette campagne. Pierre et Julien sont responsables de sa rédaction.

André, syndiqué CGT, indique qu'il va faire des propositions dans sa section, allant dans le sens de cette lutte contre le chômage. Il faut dire que la section CFDT, sur proposition des camarades qui y militent, en différentes occasions, a proposé publiquement l'unité d'action avec la CGT, sans concession importante sur l'objectif de lutte. Ceci correspondait, en fait, à l'intérêt et aux aspirations de l'ensemble des ouvriers. « D'ailleurs, remarque Julien, c'est fréquent de voir sur les chaînes, deux ouvriers côte à côte, l'un de la CGT, l'autre de la CFDT, être entièrement d'accord sur la même plate-forme revendicative. » C'est en isolant les propositions des révisionnistes que la cellule contribue réellement à réaliser l'unité syndicale, sur la base des réelles aspirations des travailleurs. Et puis, en expliquant la responsabilité et le rôle du P.C.F. dans le sabotage de plusieurs luttes; le Parti a su renforcer la détermination des travailleurs de Brandt. « C'est comme ça que j'ai adhéré au Parti, nous rappelle André; après une grève sabotée, tout mon atelier était dégoûté, écœuré. C'est le Parti qui m'a aidé à remonter la pente. » Et actuellement les propositions du Parti rencontrent un écho de plus en plus

large. Même dans la section CGT, le P.C.F. n'ose plus répandre l'idée que la CFDT (dont la création a été impulsée par la cellule) bénéficie des bonnes grâces du patron. D'ailleurs, les révisionnistes font de plus en plus largement la preuve de leur incapacité à développer une activité syndicale correspondant aux aspirations des travailleurs. « En plus aujourd'hui, poursuit André, dans ma section CGT, les gars voient que le Parti a su construire une activité syndicale qui n'existait pas depuis longtemps à cause des révisionnistes. Et les gars veulent lutter. D'ailleurs, la dernière lutte, le boycott total de la cantine pendant quinze jours en est la preuve. Elle a été une forme de lutte particulière, le fort mécontentement, puisque le mouvement a rassemblé 95 % des ouvriers. C'est très positif. »

« En plus, je vois une chose, remarque Julien, lui aussi syndiqué CGT, un certain nombre de délégués ne marchent plus dans les calomnies du P.C.F.; ils sont intéressés par les propositions que fait le Parti. » André ajoute: « L'amitié avec les gars, rendre service, ça compte. Au boulot, s'il y a un copain en difficulté, je lui donne un coup de main. Alors que le responsable du P.C.F. serra la main au chef et passe devant sans les voir. »

« Des pas importants ont été faits dans la progression de l'influence du Parti. Mais, précise Hervé, le secrétaire de la cellule, il faut bien voir la nécessité de

développer très largement la propagande du Parti sur la crise. Cela contribuera au développement de la lutte sur l'usine. »

« C'est normal, poursuit Philippe, c'est l'immense majorité qui a envie de lutter, qui a envie d'un changement radical, mais qui cherche aujourd'hui le pont qui ne serait pas un piège et qui les fera passer de l'autre côté de la berge. Ça ne peut pas durer, ça va bouger, voilà ce qu'ils pensent. C'est l'idée d'une grande lutte, de quelque chose de mieux qu'en 1968. Et dans cette idée-là, le programme commun, c'est autre chose, c'est à côté, ce n'est pas dans une perspective. Ce n'est pas ce qu'ils veulent au fond. Au moment des élections présidentielles, ça en discutait pas mal, mais aujourd'hui on se demande s'il y a une Union de la Gauche, parce que les gars n'en parlent pas beaucoup. » Julien poursuit: « C'est vrai, ils attendent quelque chose de valable. Je m'en suis rendu compte dans mon atelier. Je discute avec deux ou trois gars d'une proposition du Parti. Quelques jours plus tard il y en a huit ou dix qui viennent me voir. Il y avait des gars qui commençaient à me dire bonjour, je ne savais pas pourquoi. »

« Voilà pourquoi, conclut Hervé, le secrétaire de la cellule, il faut aujourd'hui développer largement l'activité du Parti. On sent que les ouvriers attendent vraiment une perspective de lutte qui en vaille la peine. »

Reportage réalisé par Fabien VAUDOIS.

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à **FRONT ROUGE QUOTIDIEN**

1 an 250 F	3 mois 80 F	Nom
		Prénom :
		Profession
6 mois 150 F	1 mois 30 F	Adresse
Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18		

Lors de son Congrès constitutif, il y a un an, notre Parti se fixait comme objectif d'être capable, dans les plus brefs délais, de répondre au besoin qu'ont les masses de notre pays d'un Parti communiste qui les conduise vers la révolution. Notre Parti s'est déjà résolument engagé dans cette voie.

Mais l'expérience de cette année écoulée nous a montré les limites de nos moyens actuels. Ce n'est pas dans 10 ans, dans 20 ans que les travailleurs ont besoin de ce Parti, c'est aujourd'hui, car dès aujourd'hui, de larges couches de travailleurs aspirent à un changement radical, à la révolution. Dès aujourd'hui, de larges couches de travailleurs découvrent les illusions semées par réformistes et révisionnistes et cherchent un autre avenir, que seul le socialisme peut leur offrir. Lip et les nombreuses grèves déclenchées à l'exemple des Lip en sont la preuve. Notre Parti et son organe central sont-ils en mesure aujourd'hui de répondre, sur une aussi vaste chaîne à ces exigences des masses ? NON.

Les travailleurs demandent beaucoup plus aujourd'hui, à l'Organe Central de leur Parti que d'intervenir avec une semaine de retard

sur les luttes les plus marquantes, que de ne démasquer que les aspects les plus criants de l'exploitation capitaliste et des trahisons révisionnistes. Et la multitude de luttes, qui éclatent chaque jour en France, celle à laquelle participe chacun de nos lecteurs ? Et les attaques des capitalistes et des révisionnistes chaque jour, dans tous les domaines de la vie de chacun de nos lecteurs ? Et l'espoir de la France socialiste pour laquelle chacun lutte ? Les huit pages hebdomadaires de Front Rouge sont bien insuffisantes pour parler de tout cela.

Renault : c'est tous les jours qu'il fallait répondre aux questions que se posaient les ouvriers et d'abord ceux de la Régie, c'est chaque matin aux portes du Mans ou de Billancourt qu'il fallait démasquer les manœuvres de Dreyfus et des révisionnistes dans les syndicats pour briser la grève.

Piron, Valstar, Everwear, Grandin, Lang... Front Rouge a parlé de ceux-ci, mais combien d'autres usines en grève, d'autres luttes moins connues contre le chômage partiel, contre les cadences, dont nous n'avons pu parler faute de place. Et c'est pourtant la multiplication de ces

luttes qui montre la volonté de la classe ouvrière de s'opposer à la politique de chômage de la bourgeoisie.

Da Nang, Hué, Phnom Penh, Saigon, il nous a fallu près d'un mois pour avoir les premières dépêches sur la libération de Da Nang que nous publions cette semaine. Pendant ce temps, chaque jour, à la télé, dans les journaux, la bourgeoisie déverse sa haine des peuples indochinois victorieux. Il aurait fallu un correspondant Front Rouge aux côtés des combattants qui répondaient du tac au tac aux calomnies quotidiennes de la bourgeoisie.

Pour tout cela, il nous faut notre quotidien communiste en septembre. Mais le quotidien que nous voulons, ce n'est pas simplement cinq fois plus de copies, une intervention sept fois plus rapide. A un Parti de type nouveau, il faut un quotidien de type nouveau. Un quotidien qui soit celui des travailleurs, où ils retrouvent leurs luttes, leurs problèmes quotidiens, mais surtout leurs aspirations révolutionnaires, leurs espoirs d'une vie meilleure. Et ce quotidien-là, nous ne pouvons le faire entre quatre murs dans un bureau, à quelques journalistes. Ce quotidien-là, seuls les travailleurs peuvent le prendre eux-mêmes en main.

Camarades, amis lecteurs, ce quotidien nous le ferons avec vous : prenez-le en main dès aujourd'hui.

— Envoyez-nous vos suggestions. Quel quotidien voulez-vous ? Quelle rubrique ? Quelle présentation ? Quel type de diffusion ?

— Faites-nous vos propositions de collaboration. Camarades dessinateurs, caricaturistes, camarades lecteurs habitant des petites villes où vous pouvez être correspondants du journal.

— Faites connaître la façon dont vous mobilisez pour faire connaître le quotidien, pour développer la campagne d'abonnements, car cette campagne d'abonnements est encore aujourd'hui le principal soutien que vous pourrez apporter à votre quotidien.

QUI NOUS AURONS UN QUOTIDIEN COMMUNISTE EN SEPTEMBRE 75 !

DES RÉDACTEURS DE LA REVUE "COMMUNISME" NOUS REJOIGNENT

Nous avons fondé et animé, pour l'essentiel, la revue « Communisme », depuis 1972. Nous rejoignons aujourd'hui le PCR (ml). Quel est l'itinéraire politique qui nous a conduit à cette décision ?

« Communisme » a paru pour la première fois fin 1972 dans une situation où les marxistes-léninistes étaient soumis à une rude pression trotskyste et révisionniste. Il s'agissait de resserrer les rangs : la publication de cette revue était initialement conçue comme défensive : le néo-révisionnisme de HR et le spontanéisme anarchisant de la GP avaient terni le prestige du marxisme-léninisme et laissé le champ à la récupération révisionniste. De leur côté, les trotskystes exploitaient avec acharnement certains aspects nouveaux de la juste politique étrangère chinoise et les suites de la tentative de coup d'Etat de Lin Piao.

Dans le cadre de l'orientation très générale que nous nous étions fixée, trois principes nous animaient :

1. faire triompher le point de vue de la lutte contre nos adversaires et non de pures spéculations sur le « marxisme » à la façon des universitaires ;
2. démontrer que le marxisme-léninisme n'était nullement « exotique » mais qu'il permettait d'expliquer parfaitement les contradictions de la société française ;
3. employer un langage clair et accessible aux militants.

Chacun estimera dans quelle mesure le travail entrepris a été positif.

Il est cependant certain que, dès la parution des premiers numéros, nous avons ressenti les limites de ce travail, où la propagande était coupée de l'organisation.

Pour des raisons partiellement indépendantes de notre volonté (la dispersion relative des marxistes-

léninistes), nous rompions avec la conception marxiste de la connaissance qui procède du sensible au rationnel et du rationnel au sensible, nous n'unissions pas l'expérience directe et indirecte mais nous nous cantonnions dans la sphère de l'expérience indirecte. Aujourd'hui, la situation politique n'est plus celle de 1972, le PCR (ml) a entamé un processus de clarification politique, d'accumulation de forces et d'expériences nouvelles, qui fait que l'orientation qui a présidé à la naissance de « Communisme » est dépassée. Il s'agit d'opérer un saut qualitatif et de porter plus avant tout ce qui a pu, dans le passé, constituer l'apport positif de cette revue.

Il n'est plus possible de persister dans la séparation entre ceux qui « analysent » d'une part et ceux qui édifient le Parti d'autre part. On ne saurait prolonger la rupture entre connaissance et transformation du monde ; il nous faut désormais mettre notre volonté de lutte au service de l'édition du Parti.

Tous les militants sincères doivent faire honnêtement le bilan de la situation actuelle : ils doivent se garder de l'idéologie petite-bourgeoise qui pousse à sauvegarder quelques « royaumes indépendants » et se pénétrer d'un aspect fondamental du léninisme, l'esprit de Parti.

Nous demandons aux lecteurs, aux diffuseurs, aux sympathisants de la revue « Communisme », qui ont manifesté de l'intérêt pour notre travail passé de comprendre notre démarche et de concourir comme nous au renforcement du Parti.

Paul Etienne, Hervé Gay, Paul Lefort, André Pommier (*)

(*) Camille Noël qui participait à la rédaction de la revue « Communisme » depuis la fin de 1974, s'est associé à la décision de ses quatre camarades fondateurs de cette revue, de rejoindre le Parti.

Après le Tribunal Populaire : NAISSANCE DE LA COMMISSION POPULAIRE DE LIÉVIN

Samedi 19 avril, « Chez Ma Tante » à Liévin, étaient réunis une trentaine de Liéviens, dont 15 à 20 mineurs, des Fosses 3, 4 et 7, pour débattre de la marche à suivre après le Tribunal Populaire. L'ambiance est chaude dans le café où la plupart de ceux qui ont collaboré à la CPE se retrouvent à nouveau tous ensemble pour continuer l'action. La réunion débute par un bref compte rendu du travail effectué depuis le Tribunal Populaire : édition du Mineur Accusé n° 4, préparation d'un livre sur les mines et le travail de la Commission Populaire d'Enquête..., le camarade appelle à la vigilance sur l'enquête, aucune conclusion officielle n'ayant encore été déposée malgré certaines déclarations annonçant des inculpations imminentes. Puis le deuxième point est abordé, celui de la lutte contre la silicose et contre la médecine des Houillères...

Tout de suite une femme de mineur intervient, citant le cas de son mari silicosé à 30 %, qui, malade pendant trois mois, n'a pu toucher aucune indemnité-maladie, parce qu'ayant été malade 75 jours l'année précédente. Son témoignage est immédiatement confirmé par un mineur de la 7 auquel la même chose vient d'arriver, parce qu'il a été malade 344 jours en 1972 et 1973. La caisse lui signale qu'il n'a pas le droit d'être malade avant le 28 septembre 1975 ! Cet ouvrier a 30 ans de fond et n'a jamais posé malade auparavant. Un retraité silicosé à 45 % témoigne qu'à la caisse un mineur qui s'était vu notifier une aggravation de sa silicose au taux de 30 %, s'est vu refuser la reconnaissance de son taux en vertu de l'article 469 de la loi selon lequel on ne peut reconnaître deux aggra-

vations dans la même année. Voilà la médecine gratuite des Houillères ! D'autres éléments sont apportés sur la silicose elle-même, précisant les objectifs de la lutte qu'il va falloir mener ; ainsi le camarade médecin président la réunion signale que la silicose au moment où la radio la montre, est déjà à un stade très avancé et la capacité respiratoire du mineur, peut être diminuée de 25 % et ses poumons atteints de milliers de lésions microscopiques sans qu'il n'y ait aucune image radiologique ; or, il n'y a reconnaissance officielle que sur la base d'une radio. Un mineur de la fosse 4 pose le problème de la prévention et des panneaux A, B, C, D, au fond, qui interdisent certains chantiers aux silicosés, mais que personne ne respecte parce que personne n'en connaît le sens.

De tous ces témoignages, se dégage la volonté de lutter pour que ça change, le camarade de l'association de Défense des Silicosés de Bruay annonce qu'une brochure, pour expliquer en détail ce qu'est la maladie, les termes médicaux, les droits des malades, est en cours de rédaction, afin d'aider les silicosés à se défendre. Une permanence sur Liévin est aussitôt organisée. L'association fait aussi état d'un premier travail : envoi de 180 lettres aux médecins de la région les appelant à soutenir les silicosés. A un moment où de nombreux médecins remettent l'Ordre des Médecins en cause, il est important que les plus progressistes d'entre eux mettent leurs connaissances au service des travailleurs en lutte, des initiatives pour aider l'association sont d'ailleurs en cours avec le GIS, diverses associations se mettent

d'ailleurs en place, dans la foulée du Tribunal Populaire, à Faulquemont, Montceau et La Mure où une première contre-expertise a pu être effectuée, signalant une différence de taux de 15 % avec la Caisse.

L'étude de ces différents points mobilise les mineurs présents, des perspectives s'ouvrent, un camarade propose de transformer la CPE (Commission populaire d'enquête) en CPL (Commission populaire de Liévin), regroupant autour des mineurs, tous ceux qui veulent les aider et, assurant l'entraide et la défense des mineurs et de la population ouvrière dans tous les

aspects de l'exploitation capitaliste : santé, logement, sécurité, chômage, etc. Cette proposition est aussitôt adoptée, un silicosé à 40 % a approuvé en disant : « Tout le monde attend une planche de salut ici, surtout sur la silicose, on avait un peu baissé les bras jusqu'ici, mais il faut que ça change, mon père est mort, mon frère, mes oncles ; ici on commence avec rien et on finit pareil, ça a assez duré ! » Un jeune mineur de la 7 : « Je suis d'accord, on a une occasion de s'en sortir, il faut la saisir ». Un autre de la 7 : « Il faut changer une situation qui n'a que trop du-

ré ! » Des statuts sont proposés, un bureau est élu, les mineurs se désignent président, vice-président, etc., une motion est rédigée pour annoncer la création de la Commission Populaire de Liévin et appeler la population de Liévin à la rejoindre. Enfin, pour terminer, la Commission Populaire de Liévin confirme son projet d'organiser un large colloque sur les accidents du travail et les maladies professionnelles pour poursuivre et développer ce qui a été amorcé au Tribunal Populaire. A Liévin, la Commission Populaire de Liévin est bien partie.

motion :

Nous mineurs, femmes de mineurs, ouvriers, jeunes, médecins, professeurs, réunis le 19 avril 1975 après le succès du Tribunal Populaire de Liévin, décidons de continuer la lutte commencée par la Commission Populaire d'Enquête et de nous constituer en Commission Populaire de Liévin.

Le but de cette commission est de rassembler autour des mineurs de la région de Lens-Liévin, tous ceux qui sont révoltés par la situation que les capitalistes imposent aujourd'hui à notre région...

Nous, mineurs, femmes et fils de mineurs, retraités, mais aussi ouvriers d'autres usines de la région, jeunes souvent réduits au chômage, médecins, professeurs, lycéens, tous ceux qui sont prêts à organiser l'entraide et la défense des mineurs et de leurs familles et à lutter avec eux,

sommes décidés à nous rassembler pour :

1) Imposer la sécurité dans les fosses... pour le maintien des puits avec une sécurité réelle, parce que les mineurs veulent vivre de leur travail et non en mourir.

2) Pour des salaires décents pour les mineurs, contre le salaire au rendement qui pousse à l'insécurité.

3) Contre la silicose qui tue les mineurs à petit feu et la médecine des Houillères qui les traite comme des bêtes.

4) Pour imposer des logements décents entretenus par les Houillères.

5) Pour la défense des familles des mineurs tués ou blessés à la mine.

Notre principe est de favoriser le plus largement possible l'action des travailleurs eux-mêmes, car c'est eux qui doivent prendre en main leurs propres affaires. Contre la politique de

division et de peur entretenue par les Houillères, il faut que les mineurs et leurs familles osent relever la tête avec tous ceux qui aujourd'hui sont prêts à lutter.

Vous tous, habitants de Liévin et de la région, qui voulez lutter pour que les mineurs et leurs familles se défendent eux-mêmes, pour que cela change dans les mines, venez construire avec nous la Commission Populaire de Liévin.

NON LA MINE N'EST PAS MAUDITE !

IL N'Y A PAS DE FATALITE DANS LES ACCIDENTS A LA MINE. PAS PLUS QUE DANS L'EXPLOITATION QU'ON NOUS FAIT SUBIR CHAQUE JOUR !

UNISSONS - NOUS, PRENONNS NOUS-MEMES EN MAIN NOTRE DEFENSE !

ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS !

A Liévin, le 19-4-75.

Des dizaines de milliers de petits viticulteurs manifestent contre les plans de ruine du Marché Commun Agricole

Des dizaines de milliers de viticulteurs, ont paralysé toute l'activité du Mhd agricole, mardi après-midi 15 avril. Les routes et les voies ferrées ont été barrées en de très nombreux endroits, dans l'Hérault, dans l'Aveyron, le Vaucluse, le Gard...

Dans le Vaucluse, la route nationale 7 Paris-Marseille et l'autoroute du Soleil ont été bloquées par des viticulteurs, des maraîchers, des céréaliers.

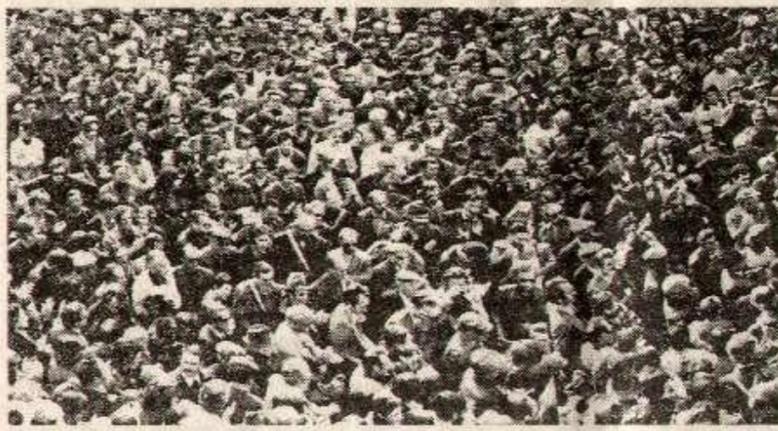
Par cette manifestation, les viticulteurs entendaient faire pression sur les ministres du Marché Commun Agricole réunis à Bruxelles pour examiner la question viticole. Depuis un mois, ils se battent contre les règlements communautaires agricoles et le gouvernement français qui provoquent leur ruine : les cuves de vin sont pleines aux 4/5, et ils n'ont pas où stocker la prochaine récolte. Chaque année, 10 % des viticulteurs sont contraints de quitter leur vigne, alors que les trusts vinicoles et les négociants s'enrichissent.

Malgré l'ampleur des manifestations des viticulteurs, les ministres de l'Agriculture, réunis à Luxembourg n'accordaient que des miettes.

— Autorisation de la distillation « à guichets ouverts » pendant 55 jours des excédents de vins français et italiens, c'est-à-dire au rythme maximum des distilleries, à peine 6 millions d'hecto, alors que les viticulteurs réclamaient la distillation de 11 millions d'hecto. Le prix d'achat du vin pour la distillation est fixé à 8,66 F le degré hecto, soit une baisse de 12 centimes sur les prix en vigueur.

— Les négociants sont autorisés à reprendre les importations de vins italiens à condition qu'ils stockent, pendant trois ou quatre mois, 1,5 million d'hecto de vins italiens. En contrepartie, ils toucheront une subvention au stockage.

— Enfin des promesses de révision du règlement européen avant le



1^{er} août. Les bénéficiaires, ce sont donc une nouvelle fois les négociants, qui s'enrichissent sur le dos des petits viticulteurs.

Les dirigeants viticoles, bien que ces résultats aient renforcé la détermination à maintenir leurs barrières et à poursuivre leurs actions ont provoqué la démobilisation en faisant lever les barrages un par un : tous ont reçu le même coup de téléphone : « Vous êtes les derniers, vous pouvez lever les barrières ». Ceci montre que les dirigeants réformistes sont prêts à laisser pourrir la lutte et à passer des compromis avec le gouvernement. Leur attitude montre que les petits viticulteurs ne peuvent pas leur faire confiance pour défendre leurs intérêts. Les petits viticulteurs ne se font guère d'illusion sur le rôle du gouvernement français. Comme le déclarait un des viticulteurs participant à la réunion du Comité Régional d'Action Viticole du 16 avril : « On aurait tort de croire que nos ennemis sont les gouvernements de la communauté qui obligeraient notre ministre à se plier à sa volonté. Si notre ministre est placé en accusé, c'est tout simplement parce qu'il l'a voulu, parce qu'il n'était pas là pour nous défendre, mais pour s'entendre avec les autres gou-

vernements de la communauté pour nous faire disparaître. Alors nos ennemis sont le gouvernement français et les grands négociants avec lesquels aucun compromis ne doit être passé. »

Ils commencent à se rendre compte qu'ils ont les mêmes ennemis que les petits viticulteurs italiens, victimes eux aussi des négociants, et que les ouvriers agricoles (article ci-contre).

La lutte des petits viticulteurs contre les plans de ruine du Marché Commun Agricole ne pourra aboutir que sur la base d'une démarcation claire avec les gros viticulteurs qui tentent de mettre à profit la mobilisation des petits viticulteurs pour la défense de leurs intérêts capitalistes. Les intérêts des petits viticulteurs, c'est de s'unir avec les autres victimes des trusts vinicoles et des gros exploitants : les ouvriers agricoles et les travailleurs qui souffrent de la sous-consommation, alors qu'il y a surproduction agricole. C'est cette unité anti-capitaliste qui commence à prendre forme dans certaines actions : distribution gratuite de vin aux travailleurs en lutte, destruction des stocks des négociants.

(D'après notre correspondant local)

Les ouvriers agricoles dénoncent les gros viticulteurs qui les exploitent

Sur le conseil d'un ouvrier agricole espagnol que nous avons abordé ce matin alors qu'il travaillait dans une vigne avec son tracteur, nous nous rendons dans un des plus gros domaines agricoles près du village du Mont-Blanc (vars Béziers). C'est l'heure du casse-croûte... une dizaine de travailleurs sont rassemblés. Après s'être présentés comme correspondants du journal, la discussion s'anime très vite, chacun veut témoigner de sa condition. Pendant que le dernier numéro de Front Rouge passe de main en main, l'un d'eux dit :

« Regardez, parmi nous, il n'y a aucun jeune ; le plus jeune, c'est lui (et il montre un de ses camarades) il a 35 ans, ça vous montre bien que plus personne ne veut devenir ouvrier agricole ». « Même ceux qui ont obtenu leur diplôme dans un centre d'apprentissage ajoutent un autre, ils ne trouvent pas de travail dans la région ; et s'ils veulent s'établir comme viticulteurs, il leur faut au minimum 60 millions... »

FR : et un ouvrier agricole gagne combien ? « On est payés 7,45 F de l'heure ; 42 heures par semaine dont 2 payées à 25 % cela ne fait même pas 1300 F par mois ; en plus on a droit à 2 l de vin mais au prix où il est à la coopérative (entre 80 centimes et 1 F le litre), les propriétaires ne font pas une grosse entorse à leur budget ! »

Puis ils nous expliquent que malgré la dégradation de leur situation, ils n'ont pas été manifester avec les viticulteurs : « les dernières manifestations défendent les intérêts des propriétaires, dit un des travailleurs, celui des ouvriers agricoles est passé sous silence ».

Un autre approuve : « pourquoi aller manifester avec le patron, si le vin augmente, qu'est-ce que ça nous rapporte ? D'ailleurs, le patron nous avait accordé la demi-journée pour aller à ces manifestations, mais il nous l'a refusée pour la manifestation des ouvriers agricoles du 20 février ! »

FR : est-ce que vous pouvez préciser les problèmes des ouvriers agricoles ? « D'abord, affirme l'un d'eux, aussitôt approuvé par ses camarades, la mécanisation n'a pas amélioré notre situation ; par exemple, si avant chaque ouvrier s'occupait de 20 000 pieds, aujourd'hui, c'est 30 000 qu'il doit travailler ». Et un autre ajoute : « Il y a 5 ans, on était 20, aujourd'hui, nous ne sommes plus que 13... le patron arrive à exploiter ses 400 000 pieds avec 1/3 de personnel en moins que le strict nécessaire ». « Et puis, reprend un autre, avec nos 42 h par semaine, on n'arrive pas à vivre, alors on fait tous des « impéraou » (heures supplémentaires au noir chez un autre propriétaire) et il ne faut pas compter sur les augmentations : quand il y a une augmentation décidée par le gouvernement, le patron préfère baisser les horaires, mais il sait bien que le travail, il faut le faire quand même... donc c'est plus dur ».

La retraite ? Ils ne peuvent guère l'envisager avec 320 000 AF par an ! « Même les vieux sont obligés de continuer, s'ils ne veulent pas être une charge pour leur famille » : explique l'un des ouvriers en se levant.

Il est 1 h, le régisseur va arriver pour contrôler qu'ils se rendent bien au travail. L'un d'eux prend le journal : « Nous le ferons passer... »

Correspondant 4-4-75

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE

Grégoire CARRAT

après 5 ans de guerre du peuple PHNOM-PENH LIBÉRÉE !

Dans les rues de Phnom Penh éclate la joie de la victoire. Le 17 avril 1975, à 9 h 30, venant de toutes les directions, les Forces Armées Populaires de Libération Nationales du Cambodge se sont rejointes au siège de l'état-major de l'ennemi qu'elles ont totalement investi, communiquait le GRUNK.

Le moment est sans doute pour tous les patriotes à l'euphorie et à la joie. Mais nos regards et nos cœurs se tournent vers nos combattants, les martyrs de notre révolution, les héros de la guerre de libération nationale et populaire. Nous saluons respectueusement leur mémoire, déclarait Chau Seng, membre du bureau politique du Funk à Paris, le 17 avril 1975.

Le Cambodge, notre patrie bien-aimée, n'a jamais connu dans son histoire tant de deuils, tant de souffrances, tant de destructions. Mais ces cinq années de guerre de libération nationale étaient aussi marquées par de grandioses victoires : échec de l'agression directe des troupes américaines en 1970, déroute des mercenaires de Saïgon en 1971, débâcle des troupes de la clique des traîtres en 1972, échec des bombardements de génocide de l'impérialisme américain en 1973 et, enfin, la libération aujourd'hui même de Phnom Penh.

Par milliers, les Phnom Penhois sont descendus dans la rue pour acclamer les FAPLNK, pour saluer leur victoire. Les drapeaux du GRUNK, les banderoles sortaient au grand jour, préparés par les masses depuis plusieurs jours.

La population de Phnom Penh, avec l'aide des FAPLNK, prenait le contrôle de la ville. Pendant cinq ans, elle a lutté contre le régime des traîtres. Il y a peu de temps encore, des milliers de personnes défilaient la police de Lon Nol, en tenant des meetings, elles exigeaient la démission des fantoches et la fin de l'agression US au Cambodge. Des groupes armés de gourdins, de pierres, de briques,

interdisaient l'accès du meeting à la police.

La rencontre des FAPLNK et de la population de Phnom Penh, c'est la rencontre entre les frères de combat qui ont balayé ensemble le régime Lon Nol, qui ont mis en déroute ensemble l'une des superpuissances qui aspirent à l'hégémonie dans le monde.

Les soldats de l'armée fantoche, ceux que les sbires de Lon Nol ont racolés et intégrés de force dans l'armée, fraternisent avec les FAPLNK, se mêlent à la population pour acclamer les forces de libération.

Les réfugiés de Phnom Penh ont immédiatement pris le chemin du retour dans leurs villages. Plus d'un million de personnes avaient été ainsi déportées, les troupes fantoches les entraînaient dans leur retraite pour s'en faire un bouclier, empêcher les FAPLNK de les poursuivre. A Phnom Penh, c'était une réserve d'hommes pour l'armée de Lon Nol.

Alors que pendant cinq ans l'impérialisme US a tenté d'isoler la population urbaine et la population des zones libérées, a mené la politique criminelle de « faire combattre les Cambodgiens par les Cambodgiens », l'arrivée des FAPLNK, c'est l'unité de la nation cambodgienne qui se scelle dans la victoire, dans la volonté commune d'édifier ensemble le Cambodge indépendant.

La nouvelle société cambodgienne est déjà mise en œuvre dans la zone libérée. Nous avons à tous les niveaux un Comité du FUNK, élu démocratiquement, qui administre la vie nationale. Le pouvoir populaire va être étendu à tout le pays. Le Comité du FUNK de Phnom Penh va prendre en main l'administration de la capitale », déclarait Chau Seng le 17 avril.

En 5 ans, le peuple cambodgien a pu édifier, pour la première fois de son histoire, un Kampuchea authentiquement indépendant, pacifique, neutre et démocratique. La zone libérée, immense et riche, a



Le peuple cambodgien acclame les FAPLNK.

connu des développements par bonds sur tous les plans de la vie nationale, politique et militaire sans doute, mais aussi économique, culturel et social. A la base de toutes ces victoires se trouve le pouvoir populaire, un pouvoir par et pour le peuple, représentatif de l'union la plus large de toutes les couches sociales, de toute la population du Cambodge et dont les plus sûrs garants sont les Forces Armées de Libération Nationale.

Malgré la guerre, le GRUNK a mis en œuvre d'immenses réalisations, dont les résultats sont spectaculaires. Pour satisfaire les besoins des masses et du front, le GRUNK a mobilisé toutes les populations dans un gigantesque travail collectif pour défricher les terres, construire des canaux d'irrigation. Progressivement, les récoltes sont passées de 1 à 2, grâce aux équipes d'entraide pour les travaux agricoles impulsées par les Comités FUNK.

La victoire totale du peuple cambodgien annonce l'écroulement de l'impérialisme US en Indochine. Cette victoire formidable montre, aux yeux de tous, que les temps sont révolus où « l'invincible » agresseur yankee pouvait dicter sa loi aux peuples. En démasquant le social-impérialisme dans ses basses manœuvres, le peuple cambodgien a mis un terme à ces tentatives de prendre pied au Cambodge. Il l'a désigné à tous les peuples comme leur ennemi.

Pour les peuples des métropoles impérialistes, pour nous, l'effondrement de l'impérialisme, la victoire des peuples qui plangent la bourgeoisie dans la crise, créent des conditions favorables à l'essor de la lutte révolutionnaire.

VIVE LE GRUNK !
VIVE L'HEROÏQUE PEUPLE CAMBODGIEN !
SALUONS SA VICTOIRE !
VIVE LA SOLIDARITÉ DES PEUPLES DU MONDE !
A BAS L'IMPERIALISME ET LES SUPERPUISSANCES !

jusqu'à la victoire totale. Elle doit s'accompagner d'une mobilisation pour apporter tout le soutien au GRP, au GRUNK, en collectant des médicaments, de l'argent.

Partout doivent se développer des actions concrètes de solidarité avec le peuple vietnamien sous la forme de motions, de dons, de collectes dans les entreprises, les quartiers, les écoles. Partout la salle campagne de la bourgeoisie doit être combattue. Partout la solidarité de notre peuple et des peuples d'Indochine doit être affirmée.

exigeons l'application immédiate des accords de Paris

Tout peut arriver n'importe quel jour, a dit le sénateur Jackson à la TV US. L'impérialisme US accélère ses plans d'évacuation.

La panique a gagné l'ambassade américaine à Saïgon. Les archives sont brûlées ou envoyées par hélicoptère aux Etats-Unis. Les conseillers US sont progressivement rapatriés.

Le plan Talonwise, nom de code de l'évacuation mise sur pied par les yankees s'appuie sur une formidable armada comptant les cinq porte-avions de la VIIe flotte déployée au long des côtes vietnamiennes. A bord des navires, 4 000 marines prêts à intervenir pour protéger l'évacuation dans le style de l'évacuation de Phnom-Penh. Si les Etats-Unis veulent retirer tous leurs conseillers conformément aux Accords de Paris, ils le peuvent sans déploiement de force. Les Etats-Unis prévoient d'évacuer plusieurs milliers de Vietnamiens. Par son ampleur, le plan d'évacuation US vise à laisser aux Etats-Unis un moyen d'intervention dans les affaires du Vietnam, c'est une tentative d'intimidation qui montre l'acharnement des Etats-Unis à s'accrocher jusqu'au bout en Indochine.

Non seulement les masses avaient suffisamment pour leurs besoins, mais le front était alimenté et il restait un excédent dont une part a été donnée au peuple du Sahel que la pillage néo-colonial a réduit à la famine.

Cette évacuation est la conséquence des défaites qui n'ont cessé de s'accroître : la tentative de créer un périmètre de défense autour de Saïgon est en train de connaître un échec complet : à Xuan-Loc où Thieu avait engagé ses réserves stratégiques, c'est-à-dire les troupes chargées de défendre Saïgon, la défaite paraît inévitable. L'ensemble des lignes de défense est en train de s'effondrer. L'aéroport de Bien-Hoa, la grande base aérienne de Saïgon est en cours d'évacuation.

En trois jours, au nord-est de Saïgon, les troupes fantoches ont été balayées des deux villes de Phan-Rang et Phan-Tiet, dernières villes côtières importantes au nord de Saïgon, dont les fantoches n'avaient pas encore été entièrement chassés. La population des zones encore occupées dans la province de Binh-Thuy se soulève.

C'est ce qui a déterminé la démission de Thieu. Son vice-président le remplace. Les Etats-Unis veulent gagner du temps. La solution ne réside pas dans le changement de fantoche ; la solution exigée de tous est la mise en place à Saïgon d'un gouvernement décidé à appliquer les Accords de Paris.

Résumant l'ensemble de la situation au Vietnam, M. Nguyen Huu Tho, président du Conseil des sages du G.R.P., déclarait récemment :

Malgré qu'ils aient dû, par suite de l'échec de leur guerre d'agression, signer l'Accord de Paris, les Etats-Unis n'ont pas encore renoncé à leurs desseins d'établir leur mainmise sur le Sud-Vietnam par l'intermédiaire d'un groupe d'agents. C'est pourquoi, au cours de ces deux dernières années, ils ont saboté ces accords et encouragé la clique de Nguyen Van Thieu à le faire, à poursuivre la guerre, accumulant d'innombrables crises contre notre peuple.

Le trop-plein cause naturellement le débordement. Les puissants soulèvements et attaques de la population du Sud-Vietnam et de ses forces armées populaires de libération, à l'heure actuelle, sont la réponse nécessaire à la politique de sabotage de l'Accord de Paris, de sabotage de la paix des Etats-Unis et du groupe Nguyen Van Thieu.

Tant que ces derniers s'obstinent à suivre la voie criminelle, les forces armées et la population du Sud-Vietnam restent déterminées à exercer leur droit sacré d'auto-défense, leur droit d'user de toutes mesures appropriées pour sauvegarder l'Accord de Paris, défendre les acquis de la révolution, réaliser à brève échéance la paix, la réconciliation et la concorde nationales.

La politique de réconciliation nationale est le fondement de la politique du GRP pour chasser l'impérialisme US, pour édifier au sud, un Viet-nam libre et indépendant. Pendant 30 ans de guerre coloniale puis néocoloniale, l'impérialisme US, à la suite de l'impérialisme français, a créé sous sa domination une société dont les intérêts sont liés à sa présence, opposée aux intérêts du peuple vietnamien qui lutte pour la libération nationale. Il a cherché à créer « un mur de sang » entre ceux qu'il envoyait combattre sous ses drapeaux et le peuple vietnamien. La lutte de libération nationale et la politique du GRP ont mis en

échec cette tentative. Au sein même de cette société artificielle, la révolte a grondé ; la troisième force politique est née, réclamant la paix et la démocratie, la première composante regroupée autour de Thieu au moment des accords s'est effritée précipitant la défaite de la guerre d'agression US.

Même après sa victoire, le peuple vietnamien devra liquider les séquelles du néo-colonialisme ; la politique de réconciliation sur la base du souhait de tous de connaître la paix, est le moyen pour surmonter les divisions et entraîner dans la tâche d'édification du Vietnam ceux que l'impérialisme US a tenté de s'attacher. C'est cette politique qui est en œuvre dans les zones libérées, ainsi que le montre la lettre des six colonels de l'armée de Saïgon ci-contre. C'est cette politique que la radio et la télévision déforment et travestissent odieusement. Les anti-impérialistes sincères doivent se mobiliser pour établir la vérité, faire connaître la politique du GRP et ses cibles !

Le 21-4.



DA NANG libérée : la vie a repris son cours.

la réalité de "l'évacuation pour des raisons humanitaires"

Le correspondant de Gai Phong dans la zone libérée du Vietnam raconte :

J'ai rencontré Le Cam, professeur de l'école Dien Hong à Da Nang, peu après la libération de cette ville. Il portait le deuil de sa mère qui avait trouvé la mort en tombant dans la mer pendant son évacuation forcée de Da Nang il y a deux semaines. Le professeur Le Cam m'a fait le récit suivant :

En apprenant la prise de Hué par l'armée de libération, les autorités fantoches de Da Nang furent prises de panique. Elles s'empressèrent de contraindre la population à évacuer Da Nang avec elles, dans l'espoir que sa présence les protégerait dans leur fuite.

Les 27 et 28 mars, les ports de Tien Sa et Nam O furent les scènes de désordres horribles. Des soldats de l'armée fantoche poussèrent les civils dans des chalands amarrés aux quais. Beaucoup de gens qui ne pouvaient monter vite à bord tombèrent dans la mer à l'insu de tous. Nous étions cinq, ma mère, mes trois enfants et moi-même, à être entassés dans un des chalands attachés à un bateau par des câbles. De peur que ces embarcations surchargées ne retardent leur fuite, les autorités fan-

toches donnèrent l'ordre de couper les câbles. Plusieurs milliers de passagers, y compris de nombreux soldats de l'armée fantoche, n'avaient pas pu rejoindre les canots exposés à un chaleur torride et beaucoup étaient frappés de coups de soleil. La nuit venue, la brume, le vent et la pluie fine causaient de nombreux cas de rhumes.

Durant toute la journée du 29 mars et les jours suivants, nous n'avions pour tout aliment qu'un peu de riz grillé et l'eau potable était vite épuisée. Pendant ce temps, les soldats de l'armée fantoche se mettaient à qui mieux mieux à piller et aussi à violenter les femmes.

Puis deux jours passèrent. Mais aucun navire de sauvetage n'était en vue. Le 31 mars, alors que j'étais presque à bout de force, un grand cri appelant au secours secoua soudain ma torpère, ma mère avait disparu. L'appris bientôt qu'elle était tombée à la mer.

Essuyant ses larmes, Le Cam a poursuivi :

Ainsi les misérables ont tué ma mère et abandonné des milliers de personnes à la merci des flots et du vent...

6 colonels de l'armée de Thieu se présentent devant le pouvoir populaire révolutionnaire

Des officiers de diverses spécialités d'armes de la première zone militaire qui se sont présentés devant le pouvoir populaire révolutionnaire ont été bien traités. Cela a été affirmé par six colonels qui se sont présentés au pouvoir révolutionnaire dans une lettre qu'ils ont adressée aux généraux, officiers et militaires des 3^e et 4^e zones militaires et aux forces de réserve générales de l'armée de Thieu. Ces officiers supérieurs sont : le colonel Ngo Nhu Bau, ex-chef d'Etat-major adjoint chargé du service d'étude et d'entraînement de la 1^{re} division de l'air ; le colonel Vinh Bieu, ex-chef du centre mixte de sécurité et de développement de la 1^{re} zone militaire ; le colonel Cao Nguyen Khoa, ex-commandant adjoint de l'artillerie de la première

zone militaire ; le colonel Vo Huu Ba, ex-chef d'Etat-major adjoint chargé de la guerre politique de la 3^e division d'infanterie ; le colonel Phan Van Huong, ex-directeur du deuxième bureau des affaires administratives et financières et le colonel Phan Van Cach, ex-assistant du bureau du territoire de la 3^e division d'infanterie.

Dans une lettre datée du 6 avril ces colonels ont écrit notamment : Le 29 mars dernier, au matin, les forces cantonnées à Da Nang et dans ses alentours se sont enfuies et les forces révolutionnaires, faisant leur entrée dans la ville pour la libérer, ont été chaleureusement accueillies par la population.

Chez les troupes de la « République du Vietnam », pourquoi y avait-il cette évacuation ? De toute évidence, cela était dû aux attaques impétueuses des forces révolutionnaires menées de concert avec des soulèvements populaires. A ce moment, dans les forces armées de la « République du Vietnam », la plupart des officiers et des soldats des diverses spécialités ne voulaient pas que se répètent les tueries et les pertes de biens causées à leurs compatriotes, à leurs amis

et à leurs familles dans la ville de Da Nang. D'autre part, la retraite militaire a prouvé nettement l'incapacité et l'ignorance.

Nous qui sommes de nombreux officiers de haut rang appartenant à diverses spécialités de la première zone militaire, avons été accueillis par les autorités révolutionnaires exactement dans l'esprit de la politique en sept points et nous sommes très bien traités. Nous savons que le gouvernement révolutionnaire provisoire préconise toujours la paix, la concorde nationale suivant l'esprit de l'accord de Paris.

La lettre appelle les généraux, les officiers supérieurs, les chefs d'unité à « prendre toute conscience de la situation pour épargner la mort à leurs subordonnés et épargner aux compatriotes, aux familles et à eux-mêmes des deuils et des souffrances. »

La révolution sera certainement victorieuse, c'est ce que nous avons pu constater et dont nous sommes persuadés » conclut la lettre.

(extrait de Gai Phong agence de presse du G.R.P.)

les chacals de la presse impérialiste...

C'est à contre-cœur que de nombreux journalistes, hystériques anti-communistes des premières heures, reconnaissent la réalité. Au cours de la conférence de presse de Chau Seng, membre du Bureau Politique de FUNK, certains journalistes posaient avec insistance des questions du genre : « Que sont devenus les journalistes disparus ? » « Quel sort réservez-vous à ceux qui ont fait partie de l'administration Lon Nol ? » « Les journalistes peuvent-ils envoyer leur câble normalement ? » « Avez-vous pris Long Boret et qu'en ferez-vous ? » Rien sur la lutte du peuple, rien sur la participation de la population de Phnom-Penh. Ce qui intéresse les chacals, c'est le sort des traîtres dont ils suivent avec compassion l'agonie, c'est essayer de trouver dans les réponses de Chau Seng « la preuve » que le GRUNK prépare en sous-main un bain de sang.

A l'ambassadeur du GRP qui exigeait le départ immédiat des 25 000 conseillers US, un journaliste américain osa demander : « Voulez-vous dire que si les Etats-Unis ne procèdent pas à un retrait immédiat, la vie des ressortissants américains sera en danger ? » « Qui menace la vie de qui ? C'est la politique d'agression US qui menace la vie des habitants du Vietnam. »

Jusqu'au bout, les chacals de la presse impérialiste se montreront des ennemis des peuples, même si les victoires des peuples et les ajustements dans la politique de l'impérialisme français devant ces faits les obligent à présenter à la télévision des images de Da-Nang libérée, et de faire l'éloge de la politique du GRP après avoir prédit un « bain de sang ».

Dans toute la France : MEETINGS DE SOUTIEN A LA LUTTE DES PEUPLES INDOCHINOIS

De très nombreuses initiatives ont été développées dans toute la France pour saluer les victoires magnifiques des peuples indochinois. La participation des représentants des peuples à ces meetings souligne l'étroite solidarité existant entre leur lutte et les victoires des peuples indochinois entre la lutte des peuples opprimés pour l'indépendance et la lutte de notre peuple pour la révolution.

meetings montrant que « la guerre du peuple est invincible ». Tout en applaudissant avec enthousiasme la victoire des peuples indochinois les participants ont réaffirmé leur soutien à la lutte du peuple palestinien.

— A Orléans, un meeting organisé par les C.I.P., les cercles jeunesse et notre Parti, avec la participation de l'AGEG, a affirmé avec force la profonde solidarité du peuple de France avec les peuples du monde, marquée par la présence de nombreux travailleurs immigrés ; il a

montré la force irrésistible des peuples : « Il y a plus de dix ans, nous avions raison. Aujourd'hui, nous affirons Palestine vaincra. Certainement la guerre du peuple palestinien sera victorieuse. »

Aujourd'hui, nous affirons : la révolution est possible en France. Elle s'accomplira par la force du peuple de France, et surtout de la classe ouvrière qui est irrésistible.

Car aujourd'hui, dans le monde, les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution.

Hervé GAY.

PORTUGAL

à 8 jours des élections
des discussions politiques passionnéesreportage de
Jean Lermet
Monique Chéran
Tobias Engel

A une semaine des premières élections bourgeoises démocratiques depuis 50 ans, une ambiguïté pèse sur la vie politique portugaise : d'un côté, les différents partis réactionnaires, réformistes, révisionnistes, mènent agressivement la campagne dans une débauche d'affiches, de tracts, de réunions électorales, de caravanes de voitures, infiniment plus grande que pour n'importe quelle campagne en France ; les révisionnistes du P-C-P s'avèrent jusqu'ici les plus forts sur les murs. Pour chacun des partis de la bourgeoisie, il s'agit d'affirmer son poids en vue des batailles à venir. D'un autre côté, la bataille concrète se développe, dans l'appareil bureaucratique, la presse, les entreprises, entre les forces diverses de la bourgeoisie, en liaison directe ou indirecte avec l'impé-

rialisme ou le social-impérialisme.

La poursuite de l'épuration, les nationalisations, l'appartenance à l'OTAN, la législation sur les maisons inoccupées : autant de questions qui ne seront pas tranchées par les élections, mais qui se tranchent aujourd'hui, qui continueront à se trancher demain, en fonction de deux facteurs : l'armée bourgeoise et le mouvement des masses. Des fascistes du CDS aux révisionnistes du P-C-P, tous les partis de la bourgeoisie ont aussi fait leur choix entre les deux, en signant le pacte avec le Mouvement des Forces Armées, en acceptant de se soumettre à la situation de fait : l'arbitrage par l'armée de toute question importante.

Chacun peut espérer en tirer un profit : les révisionnistes, par exemple, tablent sur leur force or-



Manifestation contre l'interdiction faite à des militants marxistes-léninistes de s'exprimer à la TV.

LE PEUPLE PORTUGAIS :
"EPURONS LES FASCISTES !"

Une des revendications importantes des masses, après le 25 avril, était l'épuration des fascistes de l'appareil d'Etat. Dans la manière de faire cette épuration, les gouvernements et le MFA ont vite prouvé leur nature de classe, leur nature bourgeoise, ils ont prouvé que ce n'était pas le peuple qui était au pouvoir. Nous avons pu discuter avec des fonctionnaires des ministères de l'Education et du Logement, qui se sont battus pour obtenir l'élimination des fascistes, et nous ont expliqué la façon dont la bourgeoisie « épure ». Au secrétariat général du ministère de l'Education, le MFA avait retiré l'ancien directeur après le 25 avril. Un autre a été nommé que les employés considéraient également comme un fasciste. « Deux ou trois fascistes ont été vidés après le 25 avril. Mais beaucoup sont encore aux postes de direction. Ceux qui ont été expulsés ont souvent été mis dans d'autres administrations, à des postes encore plus élevés, comme le secrétaire général d'ici. Un tel a été promu inspecteur dans un autre service, ou directeur dans un lycée. C'est assez général. Les fascistes suspendus, ils le sont pour trois mois, on les paye bien pendant ce temps. Au bout des trois mois, ils sont transférés. Nous, ce que nous voulons, c'est qu'ils partent définitivement et qu'on ne les paye pas. »

Au ministère du Logement, créé sous Caetano, pour construire des appartements dits à loyer modéré, le gouvernement a nommé un militaire. « Il a tenté d'empêcher des réunions syndicales, il surveillait toutes les activités. Il prétendait : « Je suis un démocrate, je suis au MFA, j'ai fait le 25 avril ». Nous l'avons expulsé en exigeant qu'il ne revienne pas, en demandant au gouvernement un directeur démocrate. »

Pour empêcher son retour, les employés ont décidé de faire des piquets. Aussitôt des officiers du MFA sont venus, en agitant la menace des menées fascistes, d'une crise politique, en leur interdisant de populariser leur lutte. Au bout de deux semaines, le pouvoir a utilisé la force : « Vous devez retirer les piquets et discuter ». Mais devant la détermination des employés qui refusaient de laisser entrer le directeur et popularisaient leur lutte auprès des autres secteurs de l'appareil d'Etat, des soldats, des habitants des bidonvilles..., la police est intervenue avec matraques et automitrailleuses. Casanova, grand défenseur de l'armée colonialiste, celui-là même qui dirigeait l'intervention de la police pour protéger le congrès fasciste du CDS le 4 novembre dernier, contre les masses, les révolutionnaires et les soldats qui voulaient l'empêcher. C'est lui qui, au ministère du Logement, ramenait le directeur en employant la force et qui, quelque temps plus tard, se trouvait impliqué dans la

tentative du coup d'Etat fasciste du 11 mars.

Dans nombre de ces luttes, les travailleurs ont dû affronter les révisionnistes qui les empêchent de prendre en mains l'épuration. « Aujourd'hui, les révisionnistes sont les plus implantés, parce qu'aussi au niveau des commissions d'employés, ils ont été élus tout de suite après le coup d'Etat, sans que les travailleurs en aient fait l'expérience. Leur tactique dans la lutte contre les fascistes à l'intérieur de l'appareil d'Etat, c'est de mettre la main sur les commissions d'enquête et de court-circuiter les assemblées générales des travailleurs. Quand des progressistes dénoncent ces pratiques, les révisionnistes les accusent de faire le jeu du fascisme, on les attaque eux. Pourtant, nous nous sommes proposés plus d'une fois pour faire des piquets et empêcher les fascistes d'entrer. Les révisionnistes reviennent toujours à la question des preuves écrites, ou bien au danger de se priver de cadres compétents. »

« Par exemple, au secrétariat général de l'éducation, le directeur est plus ou moins révisionniste. Comme tout directeur bourgeois, il a demandé un rapport secret sur les travailleurs de son secteur. La commission des travailleurs, élue après le 25 avril, très rapidement, a découvert cette demande de rapport. Il se trouve que dans cette commission se trouvent deux ou trois fascistes qui, exploitant la colère des employés contre ces méthodes, ont dénoncé le directeur révisionniste pour tenter de saboter le début d'implantation des révisionnistes. Ce n'est qu'à ce moment que les révisionnistes les ont dénoncés sur papier, parce que leur propre tentative se trouvait en danger. Ces attaques venaient bien parce qu'ils étaient attaqués et ils ont dénoncé les cadres fascistes pour reprendre l'offensive et marquer de nouveaux points. »

Un bon nombre de membres du P-C-P ont eu de l'avancement, ils ont aujourd'hui des places importantes dans plusieurs services. « Quand ils sont nommés à une direction, ils amènent avec eux toute une série de nouveaux responsables qui ont toute leur confiance. » Ils n'hésitent déjà plus à utiliser leurs positions de la même façon que leurs prédécesseurs.

« Dans mon service, les révisionnistes ont fait obtenir 600 000 escudos à une commission sportive, alors que nous n'avons rien à voir avec le sport. »

Aujourd'hui, dans cette question décisive de la lutte pour l'épuration dans l'appareil d'Etat, les masses se heurtent aux révisionnistes qui tentent de dévier à leur profit ce mouvement et qui laissent en fin de compte l'armée, le MFA, imposer, le plus souvent par la force, les décisions de la bourgeoisie.

ganisationnelle et leur influence de masse encore importante, sur le faux contrepoint que le social-impérialisme peut sembler représenter en face des impérialismes occidentaux pour conclure une alliance en position avantageuse avec les « associés progressistes » de la petite et moyenne bourgeoisie. Leurs militants, avec qui nous avons discuté à l'occasion de la manifestation de soutien aux derniers nationalisations, sont ainsi éduqués dans l'idée que les forces armées constituent le meilleur rempart de la démocratie. N'est-il pas dramatique de voir ce vieux militant, marqué par ces quatorze années passées dans un camp, trompé au point de placer tous ses espoirs dans ces jeunes officiers « démocrates », au point de se persuader, avec ses camarades, que cette armée bourgeoise, travaillée de contradictions, est bien le « peuple en armes » ?

En vérité, le courant fasciste qui a tenté le 11 mars, le dernier en date de ses coups de force, continue à manœuvrer dans l'armée : les tracts de « l'armée de libération nationale », constituée dans l'Espagne de Franco, circulent dans les casernes ; ils prétendent que des centaines d'officiers feraient partie d'un « mouvement démocratique des forces armées » ! (organisation fasciste de militaires).

Dans cette situation instable, il faut examiner le point de vue des

masses portugaises. Voici ce que nous avons pu en voir dans la région de Lisbonne. La vie politique est intense. Il n'est pas un café, pas un trottoir, pas une entreprise, pas un ministère où les questions de l'heure ne soient pas mises sur le tapis, soumises à des discussions passionnées. Les réunions, que ce soit celles du MFA ou des partis, sont fréquentées massivement ; l'attention y est grande, les questions nombreuses et variées. Souvent, la discussion éclate dans la salle même entre participants, comme à cette réunion d'une organisation marxiste-léniniste, dans la banlieue de Lisbonne, où un travailleur de la Lisnave s'empêche avec un petit cadre sur la question du rôle de cette dernière couche sociale : ces gens-là occupent-ils leur place en général du fait de leur qualité professionnelle et « morale » ou du fait de leur soumission aux objectifs du patronat ? Derrière cette question, c'est toute la nature du syndicat à mettre en place.

La question ne reste pas d'ailleurs aux aspects économiques de la situation des masses, mais touche avec pertinence les problèmes politiques : aux socialistes, on demande de s'expliquer sur leur position sur l'OTAN ; aux marxistes-léninistes, sur la dictature du prolétariat ou sur le refus de signer le pacte avec le Mouvement des Forces Armées. Vis-à-vis du MFA,

c'est plus directement la question de la nature du pouvoir en place. Les officiers se voient sommés de s'expliquer sur la réalité de leur unité, par une série de questions : sur le coup de force du 11 mars et la fuite de Spínola, sur la fuite de Caetano et Thomaz après le 25 avril, autant dire sur l'existence ou non d'un courant fasciste dans l'armée. D'un autre côté, les questions pleuvent sur la suspension de l'émission télévisée d'une organisation marxiste-léniniste.

Autant que nous puissions en juger après une brève enquête, cette situation des masses comporte deux caractéristiques d'une part, l'instabilité encore grande des positions politiques dans les masses : c'est ainsi qu'à la Lisnave, grand chantier naval de Lisbonne, les révisionnistes, hier isolés à l'occasion de la loi anti-grève et des problèmes de l'épuration, peuvent aujourd'hui espérer reprendre le terrain perdu, à l'occasion des nationalisations. D'autre part, une volonté unanime de combat, d'en finir avec l'appareil d'oppression fasciste, et pas seulement en parole. Des militants révisionnistes eux-mêmes réclament avec énergie le châtiement des fascistes ; dans la situation où l'appareil de l'Etat de la bourgeoisie se maintient en comptant largement sur les anciens cadres du fascisme, cette volonté implique l'aspiration d'en finir avec la bourgeoisie elle-même.

BEYROUTH :
halte aux complots contre la résistance palestinienne

Le vendredi 18 avril, à la Cité Internationale, plusieurs centaines de personnes ont soutenu le meeting organisé par le GUPS avec la participation d'Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP en France, et le soutien de plusieurs organisations françaises et étrangères dont le PCR (ml) et les CIP. Ce meeting a dénoncé l'agression fasciste des phalanges libanaises contre le peuple palestinien et affirmé le soutien total à la lutte de ce peuple. En effet, pendant plusieurs jours, le mouvement fasciste des phalanges libanaises a attaqué la résistance palestinienne à Beyrouth, l'accusant d'être « un Etat dans l'Etat », de s'ingérer dans les affaires du peuple libanais...

Des dizaines de Palestiniens ont été assassinés par la réaction libanaise. Ce n'est pas la première fois que celle-ci essaie de liquider le peuple palestinien réfugié au Liban, suivant ainsi le sinistre exemple du boucher Hussein de Jordanie.

Depuis des années au Liban, tout est fait par la réaction pour développer des contradictions entre le peuple libanais et le peuple palestinien : interdiction aux Palestiniens de travailler, de circuler, d'étudier, d'envoyer leurs enfants à l'école,

de construire des maisons en dur, des routes... Ouvertement complice du sionisme, qu'elle a laissé maintes fois agir en toute liberté sur son territoire (assassinat de dirigeants palestiniens à Beyrouth en 1973, villages libanais et camps palestiniens rasés par les sionistes dans le Sud sans que le gouvernement ou l'armée libanaise n'intervienne...), la réaction libanaise prêche le génocide du peuple palestinien en l'attaquant et le calomniant. Mais c'est l'échec.

Lors de la guerre d'octobre, le peuple palestinien et le peuple libanais ont lutté côte à côte contre l'agression sioniste. De jour en jour, ces liens d'amitié, de solidarité et de combat se sont renforcés. Ils ont permis au peuple palestinien de contraindre la bourgeoisie libanaise à autoriser le travail des Palestiniens hors des camps, la construction en dur des maisons, la création d'écoles, de dispensaires...

Conscient que la révolution palestinienne est à l'avant-garde de la révolution au Moyen-Orient, le peuple libanais s'éduque politiquement et s'entraîne militairement avec la résistance palestinienne, sous la direction de l'OLP. Il a ainsi mis en échec la politique de la réaction libanaise, mais celle-ci ne

renonce pas à ses visées meurtrières. La semaine dernière, elle a repris ses attaques armées contre le peuple palestinien, qui a riposté, avec le soutien du peuple libanais.

En France, la presse bourgeoise, la télé, la radio, complices du sionisme et de la réaction arabe, ont larmoyé sur la situation au Moyen-Orient, appelant à régler rapidement « la question palestinienne », ont donné largement la parole au chef des phalanges fascistes Gemayel. Celui-ci, se proclamant représentatif du peuple libanais, des chrétiens libanais (ce qui fut vivement dénoncé par un libanais maronite au meeting de la GUPS), exigea que toute forme d'organisation soit interdite au peuple palestinien au Liban, et qu'il soit expulsé... Alors que les phalanges ont attaqué la résistance palestinienne, faisant sauter un car de travailleurs palestiniens qui rentraient chez eux, Gemayel a osé prétendre « avoir été contraint à se défendre » en tirant sur les Palestiniens...

Mais le peuple palestinien et le peuple libanais restent vigilants et prêts à la riposte.

A BAS L'IMPERIALISME, LE SIONISME ET LA REACTION ARABE !
PALESTINE VAINCRA !